# Landemains

## Journal d'opinion landais

INDÉPENDANT

GRATUIT

NOUTOUS

NOVEMBRE 2016

n°3

# Nouvelles du front

Le projet Auchan Allées Shopping est tombé à l'eau,
sa vague statique va rejoindre la Wavegarden au cimetière landais des vagues artificielles,
les lapins ont symboliquement reconquis le territoire du GROZOZIO Altantisud,
le silence autour du golf de Tosse laisse présager l'abandon du projet,
le Conseil Régional a voté, sous la pression du groupe EELV, le retrait de la ligne budgétaire inscrivant 5,6 millions d'euros pour la poursuite du projet de LGV GPSO,
nous avons perdu la trace de la subtile baleine géante en plastoc du « biôme » au milieu du pignada landais,
le préfet a suivi l'avis des associations et des 4871 signataires de la pétition en n'autorisant pas les dragages prévus en octobre et en demandant des analyses et réflexions complémentaires concernant le lac d'Hossegor...

Au total, depuis la sinistre affaire du saumoduc, cela fera plus de d'1 milliard d'euros de projets absurdes empêchés sur le territoire des Landes, 100% des combats gagnés par une poignée de militants associatifs, de citoyens, un bilan unique dans la courte histoire des luttes citoyennes européennes contre les grands projets inutiles et imposés. Nous devrions sauter de joie. Et pourtant...

Pas l'ombre d'un lampion, d'une langue de belle-mère, pas trace d'un cotillon, pas de chansons. Pas vraiment de baume dans le cœur des militants usés de devoir justifier inlassablement leurs prises de positions auprès de la population désabusée, marqués par les coups bas et l'arrogance, les calomnies, les censures, la vindicte d'une politique en place incapable de reconnaître ses erreurs devant l'évidence. Même la fête des 100 communes hors TAFTA, malgré la conviction de chacun et l'unanimité qu'elle a engendré avait quelque chose de triste, de dérisoire, de forcé.

Toutes ces stratégies, cette énergie dépensée, cette diarrhée de prétention et de parole pour quoi ? Pour poser clairement les bases d'un problème en l'état impossible à résoudre. Pour simplement donner forme à la raison et s'obliger à reconnaître que l'imaginaire collectif de nos politiques n'est plus supportable, que cet avenir n'est pas vivable. Voilà qui ne constitue pas de quoi s'enflammer ni sauter de joie. S'il est des révolutions qui ont permis d'entrevoir des « landemains » qui chantent, de se projeter instantanément dans une dynamique nouvelle, d'ouvrir des horizons nouveaux, celle qui se profile est avant tout une révolution intérieure. Il ne s'agit plus du combat d'un camp contre un autre, mais d'un combat intérieur pour chacun de nous. Ceux qui ont cru, forts de leur situation, de leur pouvoir, combattre en nous des opposants se sont trompés. Ils ne pouvaient que perdre, nous ne pouvions que gagner. Nous n'avons représenté que la part en eux de ce qui constitue une réalité qui s'impose peu à peu à notre société toute entière.

Ces victoires ne sont pas les victoires de personnes, de groupes, de partis, même pas d'idées, ce ne sont pas des victoires qui s'incarnent ni ne se fêtent puisque ce sont avant tout des constats, des constats d'échec :

La réalité économique rejoint le constat philosophique pour dessiner les nouveaux enjeux du monde d'aujourd'hui et de demain. La réalité qui fait que les politiques partisanes traditionnelles dans le sein du système capitaliste n'ont désormais plus aucun sens ; que le degré de prétention, d'arrogance, de rage des élus qui défendent ces postures et ces situations n'a d'égal que leur absurdité. L'obstination des élus d'Ondres qui prétendent que leur projet Allées Shopping se fera avec ou sans Auchan, la condescendance de Monsieur Emmanuelli qui vient nous rassurer avec « ses bons échos de Mr Mulliez qu'il connaît personnellement » est un bien pitoyable spectacle.

Faut-il dans ces conditions s'étonner qu'il y ait si peu de candidats à ce genre de combat sans victoire, sans même un espoir de reconnaissance. Ce sont par essence des victoires silencieuses, intellectuelles, de conscience.

Désolé pour ceux qui attendent de l'espoir, qui voudraient s'enthousiasmer et redonner des couleurs à l'avenir. Il y a encore plus de patacs à mener que de fêtes à organiser.

Y aura-t-il dans ces circonstances des candidats et des partis pour fêter une prochaine victoire aux présidentielles ? C'est malheureusement ce qui est à craindre.

La révolution en cours n'est pas achevée, elle commence.

Auchan Atlantisud : les lapins reprennent possession du territoire.

# Éditorial journal gratuit

La première petite fête de Landemains en appellera-t-elle d'autres ? C'est ce que chacun des participants espère. Comme chacun espère maintenir pour le journal un modèle économique basé sur le partage, la coopération, le financement participatif. Bref, tout sauf un business bien que le journal papier, indispensable, ait un coût qu'il faille amortir. 3000 numéros coûtent 1400 euros chez "iGrafy", notre imprimeur local et militant. Un journal militant, libre et gratuit dont chacun se sente partie prenante, distributeurs, donateurs, contributeurs, soutiens, lecteurs, abonnés...

S'abonner, ce serait la nouveauté. Ouais, l'abonnement, quelle trouvaille ! On n'a pas inventé l'eau tiède à cinquante par cette après-midi autour d'une bonne omelette aux cèpes, pourtant boostés par les mélodies du groupe « Buscavida ». On a ergoté sur des questions de fond, de la rhétorique, des échanges indispensables et constructifs cependant. Le don bien sûr ça marche au début, sur l'enthousiasme, mais pour s'installer dans la durée... C'est spontané mais le donateur s'épuise et comment ensuite réclamer sans gêner. Et Yann du fond de la pelouse a tranché de façon claire et définitive:

Un abonnement pour un journal gratuit (!), c'est un acte d'adhésion, d'engagement, de soutien, tout ce qu'on veut en somme.

Aux nombreuses questions et propositions, aux vœux des uns et des autres sur la manière de faire évoluer les contenus vers tels ou tels objectifs, une seule réponse : ce journal sera ce que tous nous en ferons.

Bien sûr, il faut garder une cohérence éditoriale, un ton particulier, une veine. C'est le rôle du petit noyau de rédacteurs déjà à l'œuvre auxquels s'agrègent au fur et à mesure d'autres personnes.

Mais aussi surprendre !

Voilà les perspectives; faire cheminer en parallèle la nécessité économique par les dons et les abonnements, et la participation à l'écriture, à la distribution, à la réputation pour créer entre les divers acteurs de ce projet non pas un rapport passif de lecteur mais un vrai rapport d'échange: un journal participatif.

Se structurer avec l'aide de tous, multiplier les points de distributions pour mieux mailler le territoire, s'organiser autour d'un projet généreux qui puisse porter la parole et enrichir la réflexion de tous.

La recherche d'identité, vous le lirez dans ces pages, est à la mode et il ne s'agit pas de la fuir mais de l'assumer. Une nécessité plus qu'une mode face à la destruction systématique que propose le modèle économique mondial de toute identité locale, de tout vivre ensemble particulier, de tout rapport humain et de tout rapport à la nature qui lui échappe. C'est bien une identité qu'il s'agit non pas de rechercher dans un passé révolu, une tradition ou une hérédité, mais qu'il faudra imaginer et bâtir ensemble. Landemains peut être un vecteur, un ciment entre les divers acteurs du territoire qui travaillent à construire chacun à sa mesure un nouvel imaginaire, un nouveau vivre ensemble, bref une identité qui puisse faire société pour demain.

**Abonnement particulier pour un an, 2/3 numéros: à partir de 15 euros**

**Abonnement associations pour un an, 2/3 numéros: à partir de 100 euros**

**Par chèque à l'adresse de nouTous, 10 avenue de l'océan 40660 Messanges**

**En ligne : www.nouTous.fr**

**Merci de préciser dans la mesure du possible si vous désirez recevoir les journaux par courrier (notez votre adresse postale) ou le dépositaire* chez lequel vous désirez les retirer.** (* Voir la liste page 30.)

**Bien sûr il est toujours possible de faire un don à tout moment hors du contexte de l'abonnement qui est un acte militant de participation aux frais. Le journal demeure gratuit et chacun peut donc en avoir autant qu'il veut pour le distribuer autour de lui.**

## Soutenir Landemains

***Chèque adressé à : Association nouTous, 10 Avenue de l'Océan, 40660 Messanges***
***En ligne sur : www.nouTous.fr***

# Sommaire


Les bons sauvages ... 4
L'agriculture à énergie positive .... 4
Alors, VOUS, les écolos ... 6
Monsieur Pétetin ... 6
Procès des fauscheurs de chaises ... 7
5 questions à la Fédération des Chasseures des Landes ... 8
Alain Rousset l'a rêvé, les gascons l'ont fait ! ... 9
L'église au milieu du village ... 10
Resister à qui, à quoi? ... 10
La lenga gascona qu'es lo còr deu patrimòni ... 11
La langue gasconne est le cœur du patrimoine ... 11
La tradition vue de Mars ... 12
Qu'aux 1000 GPII répondent 1000 Alternatiba ... 14
Point Repos ... 17
Pédagogies alternatives; 100 ans de nouveauté ... 18
Maria Montessori ... 21
IEF: instruction en famille ... 22
Choisir l'IEF est une question de fond ... 21
100 Communes landaises hors TAFTA & CETA ... 23
4 Thèses sur la réalité ... 24
Un revenu de base, oui, mais lequel ? ... 26
Et si on transférait la création de la monnaie des banques à la ... 27
Linky / KIBAM - on y vas ou on n'y vas pas ... 28
Le progrès il faut y croire pour le voir ? ... 29
Cosmic Tubes - La fin des haricots ... 30
J'agis avec nouTous ... 31

# Les bons sauvages

A l'occasion du marché "Pensée Sauvage" de Bellocq, nous avons fait la connaissance de Manu, agriculteur local, venu témoigner de son expérience lors du débat organisé autour de la culture sous couverts végétaux. L'occasion donnée aux jardiniers du dimanche ou de semaine de comprendre et pourquoi pas de s'approprier les techniques des pros.

Pensée Sauvage, c'est plus qu'un marché de producteurs classique; des marchés de producteurs, il y en a aussi maintenant dans la galerie marchande des supermarchés; eh oui le local, le producteur, même la langue du coin, tout est achetable, tout est marketing. C'est le nouveau projet de la grande distribution. Après avoir dévasté et acheté le territoire, se faire passer pour un bon gars du coin, se fondre dans le paysage, être proche des gens et pourquoi pas représenter une tradition, être vecteur d'identité.

Pensée sauvage c'est un marché artisanal de producteurs avec un peu de militantisme en plus; des débats, des démonstrations, la volonté de présenter sur un territoire les talents, les projets et les énergies qui

composent une vie communautaire. Les participants ne sont pas seulement les exposants présents, mais aussi les habitants et leur commune qui renouent les liens que l'on pouvait trouver lors des fêtes d'autrefois. Sur un marché pensée sauvage, il y a aussi de la musique vivante locale, on danse.

Favoriser le lien social, les rencontres, le partage et l'échange à travers la découverte des méthodes et pensées des acteurs locaux, voilà l'idée... qui marche et fait son chemin, durablement.
Bellocq était déjà la sixième édition.

# L'agriculture à énergie positive

Il est comme ça, Manu, il n'aime pas trop les écolos, un peu par principe, par tradition paysanne. Il le dit d'entrée, surtout ceux qui viennent donner des leçons et qui n'ont jamais mis les mains dans la terre. Pour autant c'est pas le genre à vouloir faire des caricatures, il est pour le dialogue, pour abolir les clivages et déplacer les problèmes agricoles et environnementaux sur le terrain de la réalité. Dans les champs quoi.

Après 6 ans d'études en œnologie et 6 autres années d'expérience sur une exploitation agricole à Monein, il reprend l'exploitation familiale de Bellocq en 2007. Son père Bernard Camougrand, son oncle Guy lui laissent la main - et la confiance - sur une centaine d'hectares de céréales et de vignes cultivées selon un itinéraire de culture conventionnel.

Très vite, il constate des problèmes d'érosion des sols et se heurte à la limite de ses rendements. Il faut de plus en plus d'intrants pour maintenir péniblement les rendements, donc plus de dépenses. L'agriculteur est aussi un observateur, il constate qu'il n'y a plus une talòssa dans ses champs. Pourquoi ? Les labours profonds, le travail intensif de la terre ne seraient-ils pas une incohérence agronomique ? Il se souvient d'un stage de Technique Culturale Simplifiée effectué à Téthieu sur une surface expérimentale et décide de l'appliquer sur son exploitation. De son propre chef, il diversifie ses cultures de maïs avec du blé, du colza, effectue des rotations de cultures. Il apprend, il constate, il expérimente, il réfléchit. Peu à peu, il constate que ses sols deviennent plus souples, plus aérés, plus vivants. Curieux de tout, il continue à se documenter et expérimente les couverts végétaux. Par étapes successives, il en arrive aujourd'hui à cultiver

toute sa surface sous couverts végétaux. Le sol est toujours protégé, soit par la culture de rente, soit par les résidus de cette dernière ou par des couverts végétaux à forte biomasse. Il essaye de reproduire un écosystème forêt qui est diversifié, vivant et automne. « *Un sol nu est un sol qui ne vit pas* ».

Aujourd'hui, techniquement, Manu implante les cultures de printemps et le colza au « strip till » directement sur le couvert qu'il a auparavant couché ou détruit mécaniquement. On a fait un tour ensemble sous le hangar pour voir ce matériel. Dans un coin une vieille herse rouillée. Pas l'ombre d'une charrue.

Si la famille adhère au projet, les voisins sont plutôt curieux, un poil circonspects.
"*Qu'est-ce que tu fous à semer dans cette chaboura ?* "
Et pourtant, il l'a beau, Manu, le maïs. Il nous a montré avec fierté sa terre souple et friable, ses cabanes de vers de terre. Et avec des rendements équivalents, voir supérieurs, il économise en coup de fonctionnement, en énergie, en temps, en intrants. Il gagne des ronds. De quoi convaincre les plus réticents mais...
"*Bon, ça a pas l'air mal finalement ton système, mais nous maintenant, tu sais, on va pas changer*". Dommage !

L'agriculture de conservation des sols, c'est ainsi désormais qu'elle est nommée, repose sur 3 piliers fondamentaux:

- Limiter le travail des sols. Plus de labour, plus de travail intensif. Seul un déchaumage superficiel sur 5 mm pour les semis de blé notamment qui ne permettent pas d'utiliser le strip till.
- Toujours couvrir le sol avec des résidus de culture ou des couverts végétaux.
- Rotation des cultures et diversification de l'assolement ce qui permet également de couper le cycle des mauvaises herbes et de diversifié la faune.

**Voici à titre d'exemple un modèle de rotation de cultures sur 4 ans :**

Derrière un colza ramassé en juillet, mise en place d'un couvert végétal (féverole, trèfle, pois fourrager, radis, tournesol...). Au printemps de l'année suivante, 15 jours avant le semis de maïs, le couvert est broyé et le semis effectué directement dans le couvert en un seul passage. Après le maïs récolté en octobre, mise en place d'une culture de féverole associée à de l'avoine. La féverole récoltée en juillet servira à la semence pour les couverts à venir, les résidus d'avoine servant de paillage pour le prochain semis de blé réalisé au mois d'octobre suivant. « *La graine pour* l'homme, les résidus pour le sol. » Seul l'épi sera récolté, la paille restera sur le sol jusqu'à l'implantation du colza. La boucle est bouclée avec moitié moins de passages et de consommation d'énergie que sur un itinéraire labour.

Manu n'a pas l'intention de donner des leçons et ne prétend pas détenir une vérité pour tous. Il travaille et adapte ses techniques aux exigences de sa terre. Il l'a dit en préambule, il ne prétend pas faire du bio. Et d'ailleurs en aurait-il la possibilité sans perte de revenu ? Il utilise des engrais, partant du constat évident que son sol dégradé a besoin de se régénérer. La fertilité augmente petit à petit et Manu envisage une réduction des apports d'engrais à partir de la 5 ou 6ème année, l'objectif étant l'auto-fertilité: apport 0. Mais s'il a fallu 30 années pour dégrader le sol, peut-être en faudra-t-il autant pour le reconstruire.
Concernant l'utilisation de produits phytosanitaires, le suivi de la chambre d'agriculture 64 en atteste, l'IFT (indice fréquence traitement) est pratiquement un tiers en dessous de la moyenne départementale. "Quand je traite, je parfume". La réduction des intrants, traitements et engrais est un des objectifs de l'agriculture de conservation.
« *Plus on respecte le sol, plus il nous le rend*. » Financièrement aussi. Malgré les réticences des coopératives et des firmes qui ont toujours leurs produits à vendre, le gouvernement prône désormais cette agriculture et propose des aides pour l'investissement en matériel spécifique. Pourtant, Manu insiste, il faut que la décision soit prise volontairement par les paysans et non contrainte par des directives. Il faut sortir de l'assistanat.

Les cinquante dernières années d'agriculture intensive ont créé une rupture dans la compréhension de l'agriculture, une perte d'expérience, un abandon de l'observation. L'agriculture de conservation revient à des fondements proches d'une agriculture pratiquée autrefois. Ce que le paysan de Virgile pratiquait de manière empirique, l'agriculteur moderne le pratique de manière savante. L'agriculture de conservation offre sans nul doute beaucoup d'autres perspectives de diversification et de découvertes en matière d'agronomie. C'est une expérience à reconstruire, un apprentissage, nous n'en sommes qu'au début.

La passion de Manu pour son métier est communicative, elle fait plaisir à voir. "Ce que je veux, c'est produire plus d'énergie que je n'en consomme". En plus il tient le concept Manu, l'agriculture à énergie positive !

# Alors, VOUS, les écolos

## Et ta grand-mère elle est écolo ?

Ma grand-mère elle faisait du vélo. Ma grand-mère elle avait pas de permis, pas d'auto. Ma grand-mère mère elle a pas fait le tour du monde en avion, elle est pas allée à Honolulu, elle a même pas vu la neige à la montagne. Ma grand-mère elle cultivait son jardin, elle mangeait ses légumes, ses poulets, elle achetait pas souvent de la viande, ma grand- mère. Ma grand-mère elle faisait son compost, son fumier, elle désherbait à la main, le cul en l'air et la tête entre les pieds. Elle était vaillante ma grand- mère, fallait pas lui en promettre. Ma grand-mère, elle mettait un pull l'hiver et des collants de laine, elle se baladait pas en culotte au mois de janvier. Ma grand-mère elle faisait pas vraiment dans le recyclage mais elle jetait rien. Son truc c'était plutôt la consigne, elle remplissait sa bouteille de lait, de vin et d'eau à la source. Toujours la même, elle l'a pas cassée souvent. On ne cassait pas les bouteilles comme ci comme ça en ce temps-là, on était adroit. Ma grand- mère elle faisait ses courses à pieds, à l'épicerie du coin. Ma grand-mère elle était pas trop influencée par la pub, elle regardait pas la télé. Sauf des fois parce qu'il y avait des trombines qui ressemblaient aux gens du quartier. "*Ouh, aquesta que s'arresembla a la prauba hemna deu joan de Nicòt*." Ma grand- mère, elle était parfaitement bilingue, et elle avait pas la méthode à 6000. Ma grand-mère elle était citoyenne, elle a donné deux enfants pour la France et ses bons du trésor pour l'emprunt russe. Ils lui ont refilé un certificat qu'elle gardait dans le tiroir des souvenirs. Ma grand-mère elle connaissait plein de chansons, elle savait des poésies par cœur. Est-ce qu'elle était heureuse ? Je sais pas. Mais elle riait, elle avait plein d'histoires, de proverbes, elle faisait dans la rimaille. Et toi ta grand-mère, elle fait du vélo ?

**Ma grand-mére, elle fait encore du vélo ! Elle en a acheté un nouveau, mais elle a gardé ses vieux cageots, qu'elle remplit des légumes de son potager... Et elle pédale en écoutant "A bicyclette" de Bourvil sur son lectuer MP4... Ca lui rapelle le bon temps !**

# Monsieur Pétetin

Ceux qui luttent ne sont pas dans une volonté de lutte mais dans une fatalité.

Parce que l'ancien monde, l'ordre que l'on juge injuste, celui que l'on veut changer, offre des résistances, oppose du conflit. La gouvernance prétendument démocratique ayant choisi un camp, ayant opportunément décidé de défendre les intérêts du modèle économique dominant, elle cesse dès lors d'être pluraliste et objective et glisse d'une manière sournoise vers des postures totalitaires. Elle n'entre pas en dialogue avec les opposants mais en guerre, et leur impose par la force une fatalité de combat.

De là vient la résignation de beaucoup. S'il y a moins de luttes, moins de militants déterminés, ce n'est pas parce que le monde est plus juste. C'est au contraire parce qu'il est plus fort, plus coercitif, plus impossible à changer que jamais. Devoir constater que la meilleure volonté pour bâtir du neuf, pour la bienveillance, pour la paix, entre en conflit avec l'ordre établi qui n'est pas un ordre inerte mais bien un ordre actif qui enferme, écrase et s'impose à tous par la force, dissuade bien des velléités.

Ce qui est certain, c'est que l'État aujourd'hui fait sentir le poids de ses bottes. La machine à briser celles et ceux qui osent se mettre en travers de tous ses projets mortifères est en marche. Sur fond d'état d'urgence et d'assignation pour les plus déterminé-es. Oubliera-t-on ainsi la mort de Rémi Fraysse ?

On dira ce qu'on voudra d'Éric Pétetin, ce qu'on pourra, Pétof est un grand Monsieur, resté simple et fidèle à ses convictions, un précurseur, un lanceur d'alerte, un agitateur de conscience. Une personne qui a finalement passé une partie de sa vie à militer, défendu plus d'une cause juste pour arriver à la cause des causes : Pachamama.

Un grand Monsieur, dans le combat de David contre Goliath, peut avoir des faiblesses. Il doit en avoir pour ne pas devenir fou. Éric Pétetin est-il fou ? Tous ceux qui se dressent à une poignée contre un État, contre un empire, contre des firmes transnationales sont-ils fous ? Éric a commis le crime de taguer une banque, de celles qui sont impliquées dans les 60 milliards d'évasion fiscale. Il a jeté un verre d'eau sur un élu et allumé un feu sur la place de la république pour passer une nuit debout. Pétof est en prison pour quatre mois dans les landes, à Mont-de-Marsan.

Par bien des côtés, Emmanuel Klein, militant du Droit Au Logement depuis de longues années est un type pénible, mal organisé, seul, maladroit. Et il vient nous mettre sous le nez ses causes perdues, ses sans-abris alors que nous préférerions ne pas trop les voir. Il nous pompe l'air Emmanuel. Pour avoir occupé une maison afin d'y loger des personnes abandonnées, y compris par les services sociaux, il est passé devant un tribunal à Dax.

Ceux qui parlent dérangent, même et parfois surtout s'ils disent la vérité à la majorité qui ne veut pas l'entendre. Parce que la vérité dérange nos consciences, et dérange dès lors aussi nos vies.

Et s'il n'y avait pas les fous,

Et s'il n'y avait pas les opposants, les contre-tout,

Et s'il n'y avait pas de syndicalistes pour organiser les grèves et défendre les travailleurs,

Et s'il n'y avait pas des hippies et des écolos pour protéger la nature,

Et s'il n'y avait pas eu de faucheurs volontaires,

Et s'il n'y avait pas aujourd'hui les militants de partout à travers l'Europe pour alerter sur le TAFTA, le CETA et une bande de gugusses, cinq retraité-e-s, un syndicaliste, deux anciens beatniks et un anarchiste refoulé pour organiser le soulèvement Hors TAFTA du fond de la campagne landaise,

Que serait le monde ?

# Procès des faucheurs de chaises

En 2015, des centaines de citoyens ont réquisitionné des chaises dans des banques pour dénoncer leur rôle dans le système de l'évasion fiscale. 40 actions ont été menées, toutes en plein jour, de manière non-violente et à visage découvert.

Le 9 janvier 2017 aura lieu à Dax le premier procès d'un de ces «faucheurs de chaises» : Jon Palais, militant des Landes et du Pays Basque, risque 5 ans de prison pour « vol en réunion », suite à une plainte de la BNP, la banque française qui a le plus de filiales dans des paradis fiscaux.

L'évasion fiscale coûte chaque année entre 60 et 80 milliards d'euros en France, et 1000 milliards d'euros au niveau européen. Au niveau mondial, on estime que plus de 20 000 milliards de dollars sont abrités dans les paradis fiscaux.

Ces sommes astronomiques manquent aux finances publiques, et nous privent de moyens pour financer nos écoles, des crèches, des transports publics, des logements, des centres d'accueil, des hôpitaux, la justice, etc. à l'heure même où le chômage, la pauvreté et les inégalités augmentent.

Ces sommes manquent d'autant plus cruellement que la crise écologique s'aggrave, et que des millions de personnes dans le monde sont contraintes de migrer à cause des guerres et des premiers impacts du dérèglement climatique. Nous devons de toute urgence nous engager dans une transition vers une société qui soit à la fois socialement plus juste, créatrice d'emplois, et écologiquement soutenable. Pour relever ce défi, nous avons besoin de moyens financiers, de services publics renforcés, et de nous rassembler autour de valeurs de partage et de solidarité.

Au lieu de cela, nous découvrons que des banques organisent une véritable industrie de l'évasion fiscale, qui pille les finances publiques pour que les plus grandes fortunes et les plus puissantes multinationales soient toujours plus riches (scandales Cahuzac, HSBC, Luxleaks, Panama Papers…)

Pire, les évadés fiscaux et les organisateurs de l'évasion fiscale bénéficient d'une impunité quasi totale. En France, l'évasion fiscale est un délit à part, pour lequel on ne peut être poursuivi pénalement qu'avec l'accord du ministère des Finances à Bercy… dont les derniers ministres s'appelaient Éric Woerth et Jérôme Cahuzac.

Pendant que ce « verrou de Bercy » protège les délinquants financiers, ce sont les lanceurs d'alerte, et maintenant un faucheur de chaises, qui se retrouvent devant les tribunaux ! Ne laissons pas la BNP faire condamner un militant qui a mené une action non-violente au nom de l'intérêt général !

Le 9 janvier 2017, mobilisons-nous à Dax pour soutenir Jon Palais à son procès, et organisons un grand événement contre l'évasion fiscale et contre l'impunité fiscale, rassemblant des milliers de citoyens, des associations, des artistes, des experts et des personnalités, pour organiser tous ensemble un autre procès : celui de l'évasion fiscale !

Faisons de ce 9 janvier une journée marquante, à la fois festive et revendicative, forte et inspirante !

**Ce ne sont pas les faucheurs de chaises qu'il faut juger, c'est l'évasion fiscale en bande organisée !**

# 5 questions à la Fédération des Chasseurs des Landes

**Le 19 août 2016 se déroulait devant les grilles de la préfecture des Landes une manifestation pour le moins singulière. Celle des chasseurs à la matole défendue par la fédération des chasseurs des Landes et par nombre d'élus du territoire. Nous avons sollicité la FDC40 afin de connaître les motivations de cette entreprise.**
**Cet entretien a été réalisé le 16 septembre 2016 avec Régis Hargues, directeur de la FDC40 et Damien Jorigne, chargé de mission, 15 jours avant la deuxième manifestation du 1er octobre devant les arènes de Mont-de-Marsan.**

Pendant longtemps et aujourd'hui encore, la FDC40 a travaillé à changer son image et sur le terrain contribue à la préservation des espèces, des biotopes, des milieux naturels, à la régulation. La fédération des chasseurs avait semble-t-il par le passé une position nuancée par rapport aux chasses à l'ortolan notamment, et à la tourterelle dans le médoc; qu'est-ce qui a changé ? Ne pensez-vous pas que la caricature, le nouveau discours de résistance, le "je suis matole", l'amalgame de tous les chasseurs sous le symbole de la chasse à l'ortolan ne nuise à cette image, et que concrètement, beaucoup de chasseurs ne se retrouvent pas dans cette présentation ?

Nous comprenons que tous les chasseurs ne se retrouvent pas dans ce combat mais c'est notre rôle de défendre toutes les chasses et ce n'est pas parce que cette chasse est très minoritaire qu'elle est anecdotique. Jusqu'en 2005, il n'y avait pas d'étude et donc les prises de positions restaient de l'ordre du ressenti. Il n'y avait pas de fond de dossier. On a dit tout et n'importe quoi. On a accusé l'Europe alors qu'en définitive, il n'y a que l'État français qui peut prendre une dérogation puisque cette chasse ne se pratique que dans le sud-ouest de la France. Ce travail d'éclaircissement juridique effectué, nous voulons connaître exactement l'état des populations et l'origine des pinsons et des ortolans qui migrent chez nous pour savoir si oui ou non, ces oiseaux doivent être protégés totalement ou si une dérogation vu le peu de chasseurs concernés est envisageable. Une étude portée par le Muséum d'histoire naturelle à laquelle nous participons en tant que financeur et observateur scientifique est en cours sur tous les pays concernés. Rappelons qu'en dessous de 1% de prélèvement sur une population d'oiseaux, la pression de chasse est considérée comme négligeable. Bien sûr, il n'y a pas de comptage des oiseaux capturés puisque leur chasse est interdite et nous n'appelons pas au braconnage. En attendant le résultat des enquêtes, nous demandons au gouvernement de prendre une dérogation en vertu de l'aspect culturel et traditionnel de cette pratique. C'est l'objet de notre manifestation.
Nous avons été surpris par l'engouement des gens lors de la manif du 19 août et nous nous sommes rendus compte que les revendications relatives à l'identité landaise touchaient beaucoup de monde et de pratiques. Nous avons donc ouvert la manifestation du 1er octobre aux défenseurs de la tauromachie, de la course landaise, du folklore landais, du canard gras, etc...

Quel est le rapport entre la FDC40 et CPNT ?

CPNT est en perte de vitesse et ne représente plus rien. Bien sûr nous ne pouvons pas empêcher les sympathisants CPNT de venir à la manifestation, mais en tant que fédération, nous n'avons pas de prise de position politique. Nous n'avons pas de rapport avec eux ni d'à priori, ni pour ni contre. Rappelons que CPNT est né à l'époque de l'entrée des verts au gouvernement et des attaques directes menées contre le monde de la chasse.

La majorité des élus présents sur la photo de famille sont des fervents adeptes de la LGV, du désenclavement, de la californisation des Landes, des vagues artificielles, du golf de Tosse, autant de projets qui suppriment des terres agricoles et forestières et amputent le patrimoine naturel. Pensez-vous qu'on puisse en même temps œuvrer à la californisation des Landes, et réclamer l'identité landaise ?

Il est difficile pour nous de répondre à cette question, nous ne pouvons pas prendre parti et travaillons avec les élus en place. Mais nous sommes en effet consultés sur tous les projets dont vous parlez et essayons toujours de tirer la couverture dans le sens de la préservation des espaces et des biotopes. Bien sûr, nous sommes obligés de cantonner nos avis à ce qui concerne l'intérêt de la chasse et des chasseurs.

Nous (Landemains) avons toujours prétendu défendre l'identité du territoire, l'environnement et pour cela proclamé que les chasseurs, les pêcheurs, les défenseurs de la ruralité landaise, de la langue gasconne, ont des convergences de lutte et de résistance avec ce qu'on pourrait appeler les écolos, les défenseurs de l'environnement. Ne pensez-vous pas que la caricature à l'extrême de ces sujets (Dutouya contre Bougrain-Dubourg) nuisent à des dialogues et des alliances dont ne tireront bénéfice au final que les tenants du business à tout prix, touristique, agricole, grande distribution, qui démantèle vraiment la ruralité et l'identité landaise.

C'est une intéressante et vaste question à laquelle nous serions tentés de répondre ainsi: la fédération des chasseurs est une institution de défense de l'environnement, c'est inscrit dans nos statuts. C'est de plus une des rares organisations qui exige qu'une partie des cotisations de ses membres soit directement dirigée vers des opérations de protection de l'environnement. Nous avons mené par exemple des opérations avec la SEPANSO, avec la LPO et travaillons en étroite collaboration avec tous les organismes de défense de l'environnement. Nous souffrons d'un déficit d'image et d'un manque de compréhension par rapport aux actions engagées dans les Landes et partout en France. Le travail effectué chez nous sur les milieux humides et les barthes notamment est quelque chose d'important et de remarquable qui a permis, à l'initiative des chasseurs, de sauver ces biotopes exceptionnels. Les caricatures véhiculées par certains journalistes, les montages truqués, ternissent l'image des chasseurs et insultent une ruralité en danger. Ceci est très loin de la réalité.

Votre message actuel tend à opérer un rassemblement des diversités, des pratiques traditionnelles sous la volonté de préserver l'identité landaise, le patrimoine culturel landais.
Dans l'appel pour le 1er octobre, vous parlez de folklore. Que pensez-vous de la place de la langue gasconne dans le patrimoine culturel landais et de ceux qui œuvrent à sa transmission ?
Seriez-vous prêt à signer l'appel landais par les associations en faveur de la transmission de notre langue ?

Nous signerons cet appel avec l'accord des instances dirigeantes de la fédération et sommes en effet convaincus que la langue gasconne est au cœur du patrimoine culturel landais. Nous proposons de rajouter le gascon dans la charte des libertés et de la diversité culturelle qui sera remise au Préfet lors de la manifestation du 1er Octobre. La défense de la transmission du gascon comme pratique vivante est une évidence.

Propos recueillis par Didier Tousis

## *Esprit du Sud*

### *Charte des libertés et de la diversité culturelle*

*Dans un monde qui se globalise au risque de provoquer la disparition de nombreuses cultures minoritaires, il est indispensable de rappeler - comme les États membres y sont engagés par les conventions de l'UNESCO de 2003 et 2005 sur la protection et la promotion des patrimoines culturels immatériels et de la diversité des expressions culturelles - que celles-ci, tant qu'elles ne portent pas atteinte aux Droits de l'Homme, doivent être respectées et pouvoir se transmettre en toute liberté.*

*Les différentes formes de chasse, de pêche, de tauromachie, les arts et pratiques de l'agriculture, de l'élevage, de la gastronomie ainsi que les manifestations folkloriques, sportives et culturelles, la valorisation et la transmission de la langue occitane de Gascogne participent de cet* ***Esprit du Sud*** *qui repose sur un patrimoine ancestral amplement partagé dans nos régions, et qu'il appartient à l'État de préserver.*

*Mont-de-marsan le 1er octobre 2016*

**La charte remise au Préfet par Jean-Louis Carrère, sénateur des Landes**

# Alain Rousset l'a rêvé, les gascons l'ont fait !

On se souvient du vœu pieu lancé par Alain Rousset comme une boutade et repris dans Sud-Ouest lors de la campagne pour les élections régionales : Réconcilier les écolos et les chasseurs. Il n'est pas sûr que les méthodes employées lors des manifs de Mont-de-Marsan ni les saillies des orateurs, alliés politiques des écolos en d'autres circonstances, Jean-Louis Carrère en tête, n'y aident. Les écolos en question, eux qui seraient la cause de tous les maux de la ruralité, apprécient modérément. Voici un communiqué de presse publié au lendemain de la première manifestation du 19 août.

***Nous assistons à des rassemblements pour défendre les traditions landaises, au cours desquels les attaques contre les écologistes volent bas ... très bas, entre fantasmes et calomnies démagogiques .***
***Une mise au point s'impose :***
***EELV Landes est POUR la course landaise et les férias - sans corridas, POUR la reconnaissance de l'importance des communes rurales et contre toute métropolisation, POUR les produits landais de qualité - sans pesticides.***
***Il est étonnant de voir tant d'écharpes tricolores réclamer l'autorisation de chasser des oiseaux protégés, alors que pas un, ou une, de leur porteur ne lève le petit doigts pour l'interdiction des pesticides et autres perturbateurs endocriniens.***
***Nous leur conseillons un livre récent, publié par une scientifique reconnue internationalement: « Le cerveau endommagé - Comment la pollution altère notre intelligence et notre santé mentale » ( Barbara Demeinex - ed Odile Jacob sciences)***

En voyant passer devant sa fenêtre la pancarte, « je suis matole », en entendant les élus du territoire défendre une pratique sous couvert de tradition et revendiquer l'identité landaise au nom de leur ADN, il est possible en effet que le préfet fraîchement débarqué dans notre beau pays se soit dit en secret : Où je suis tombé ici ? O n est chez les fous !
Dans ces cas-là, on cherche en vain le salut, tant il devient difficile d'y comprendre quelque chose, et tant il devient illusoire de pouvoir réinitialiser un dialogue cohérent. Une éclaircie vient de notre quotidien régional, une fois n'est pas coutume.
On a suffisamment dénoncé la malhonnêteté de certains journalistes de Sud-Ouest pour rendre grâce à Yves Harté, qui par ce petit texte, tente de réconcilier la fameuse « identité landaise » avec l'intelligence dont on ne saurait faire l'économie trop longtemps, même et surtout sous couvert de ruralité. Landemains est heureux de publier ce texte dans son intégralité.

*« On aurait tort de croire que le rassemblement annoncé aujourd'hui dans les Landes ne serait qu'un long défilé de vieux chasseurs. Dans cette manifestation, l'ortolan de toutes les vindictes ne sera finalement qu'un prétexte et l'infime catalyseur de ce que les campagnes, et pas seulement dans les Landes, contiennent de colères rentrées et de perpétuelles humiliations.*

*Ce que l'on entend dans cet appel de Mont-de-Marsan vaut également pour les vallonnements de Saintonge, les bois et les forêts de Dordogne, les fermes reculées du Pays basque et les estives du Béarn. Il dit qu'un pays meurt. Et avec lui un paysage. Tout un paysage façonné, inventé par les hommes. Construit à leurs mesures et à leur vie, dans lequel grandissaient et se nourrissaient des valeurs communes qui n'étaient que des cultures minuscules. Or ce sont ces cultures-là que l'on entend voir disparaître car elles ne seraient plus conformes avec le temps.*

*C'est une vieille histoire qui dépasse largement les champs de la Chalosse, les palombières des pignadas, et qui dépasse même les plus considérables figures des protecteurs des oiseaux. En matière d'extinction d'espèces, ces derniers savent pertinemment qu'il y a d'autres combats à mener, peut-être moins médiatiques. Que les moineaux de nos villes sont en train de disparaître. Que les hirondelles n'annoncent plus nos printemps. Que les insecticides et les changements de vie sont bien plus mortels pour les oiseaux que les chasses héritées du temps des pauvres gens, ceux qui n'avaient justement pas le droit de chasser ou n'avaient pas de fusil.*

*Or, dans ces campagnes, dans ces endroits que les villes ignorent de plus en plus, des êtres demeurent. C'est grâce à eux qu'il existe encore des haies et des sentiers. Des fermes que l'on n'appelle pas encore exploitations. C'est une population, elle, en véritable déclin et menacée d'extinction. Ce sont ces vies minuscules, ces héritiers des chasseurs cueilleurs, ces cultures invisibles qui veulent se réunir. Qui disent sans le savoir ce que découvrit un professeur de philosophie, devenu anthropologue, qui débuta sa carrière à Mont-de-Marsan au lycée Victor-Duruy. Il s'appelait Claude Lévi-Strauss. Il eut véritablement l'intuition que toutes les cultures, même celles de ceux que l'on nommait indigènes et que l'on méprisait, avaient la même force et la même dignité que les cultures dominantes. Et qu'il fallait, pour qu'un pays existe, qu'il n'oublie jamais le maillage étroit des cités restreintes. Soit celles que l'on entend éradiquer aujourd'hui, sous le grand couvert de la modernité. »*

Yves Harté Sud-Ouest du 1er octobre 2016

Alors donc, puisque c'est Sud-Ouest qui l'écrit, comment les tenants de la LGV, du désenclavement outrancier, de la vague artificielle, des golfs pour milliardaires, de la californisation des Landes, vont-ils s'y prendre pour nous expliquer qu'ils défendent en même temps la ruralité et l'identité landaise? A quoi joue-t-on ici ? Par les temps qui courent de montée de l'extrême droite, jusqu'où peut aller l'hypocrisie, l'électoralisme, le populisme ? C'est bien le propre des régimes totalitaires de soumettre le dialogue social et politique à la vindicte de la bêtise.

# L'église au milieu du village

S'il est une tradition séculaire, c'est bien celle de remettre l'église au milieu du village. C'est ce qu'ont réussit les associations landaises militant pour la transmission de la langue occitane de Gascogne, le patois de chez nous si l'on préfère. Tous ont remarqué que l'immense majorité des élus présents le 19 août et le 1er Octobre, eux les défenseurs de la charte des libertés et de la diversité culturelle sont les mêmes qui œuvrent à faire des Landes le département aquitain le plus sinistré en matière de politique linguistique et culturelle occitane. Les Landes sont le seul département à n'avoir pas signé la convention cadre pour le développement de l'apprentissage de l'occitan et en occitan dans l'académie de Bordeaux. On ne compte plus les railleries de Monsieur Emmanuelli qui traite par le dernier mépris les défenseurs de cette langue et a supprimé petit à petit quasiment toutes les lignes budgétaires du Conseil Départemental allouées au soutien à la création, aux projets culturels et à la transmission de la langue gasconne. Monsieur Montus, maire de Soustons, président des maires landais et grand défenseur de l'identité landaise, s'est opposé avec la plus extrême vigueur à l'ouverture d'une classe bilingue gascon/français dans l'école publique de sa commune. Madame Darrieussecq chausse allègrement le béret pour la photo mais désire semble-t-il oublier jusqu'à l'origine et la signification de son nom.

Les militants gascons savent bien eux, qu'une culture ne peut jamais être revendiquée comme tradition, comme naissance, mais bien comme lien social, comme code de vivre ensemble, comme éthique, sous peine de disparaître sur les étagères des musées du patrimoine, distribuée aux appareils photos des touristes. Ils entendent déplacer le débat sur le terrain de l'intelligence en effet, sur le terrain des actes. Et l'appel qu'ils lancent est signé par la fédération des chasseurs et par des élus écologistes du territoire dont Laurence Motoman, conseillère régionale des Landes.

Alain Rousset l'a rêvé, les gascons l'ont fait !

# Résister à qui, à quoi ?

Les groupes es Modem - LR – UDI - CPNT, du Conseil Régional d'Aquitaine ont voté, avec les socialistes, une motion pour défendre la désormais célèbre charte des libertés. Mais à qui donc s'adressent-ils ? Au gouvernement ? Contre qui doit-on se défendre ? Contre les écologistes ? Ce sont eux qui détruisent la ruralité ?

Les mouvements anti-chasse, ceux qui désignent les agriculteurs comme coupables, quels que soient le bien-fondé de leurs arguments ou la sincérité de leurs idées se rendent-ils compte qu'ils agressent un monde en crise, un monde humilié, qu'ils s'adressent avant tout à des victimes ?

Faut-il rappeler que la Ligue de Protection des Oiseaux travaille main dans la main avec l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage pour traquer les chasseurs à la matole? Qu'ils défendent une loi républicaine ? Il n'y a qu'une nature, qu'une ruralité.

Pendant que ce monde se disloque, que ses acteurs se déchirent, les vrais destructeurs avancent. Car le territoire abandonné n'est pas vacant; il a été en fait accaparé. Ce n'est pas seulement un hasard sociétal mais bien une volonté historique qui a conduit à cet état de fait. Les terres mortes, les traditions envolées, le lien social détruit, les villages abandonnés, les langues taries,... Malgré les apparences, rien n'est vacant. La terre, l'agriculture appartiennent désormais à l'industrie agroalimentaire mondialisée; le commerce, jusqu'au tréfonds du dernier village est entre les mains de la grande distribution; les traditions et les folklores sont mis en scène par la société du spectacle; la parole est monopolisée par une oligarchie au pouvoir qui impose à tous par la force une mouture seule et unique du monde à venir.

Pour ceux qui veulent autre chose, pour ceux qui ont fait le choix hautement symbolique de défendre leur langue, leur culture, leur terre, leurs amitiés, leurs racines, fussent-elles sur le point de disparaître, en effet le combat commence, et ce combat n'a pas de couleur politique traditionnelle. Ils rejoignent ainsi les cohortes de tout ceux qui, sur toute la surface de la terre, ont décidé de refuser le monde qu'on leur propose ou qu'on leur impose, l'arrachement comme projet social globalisé.

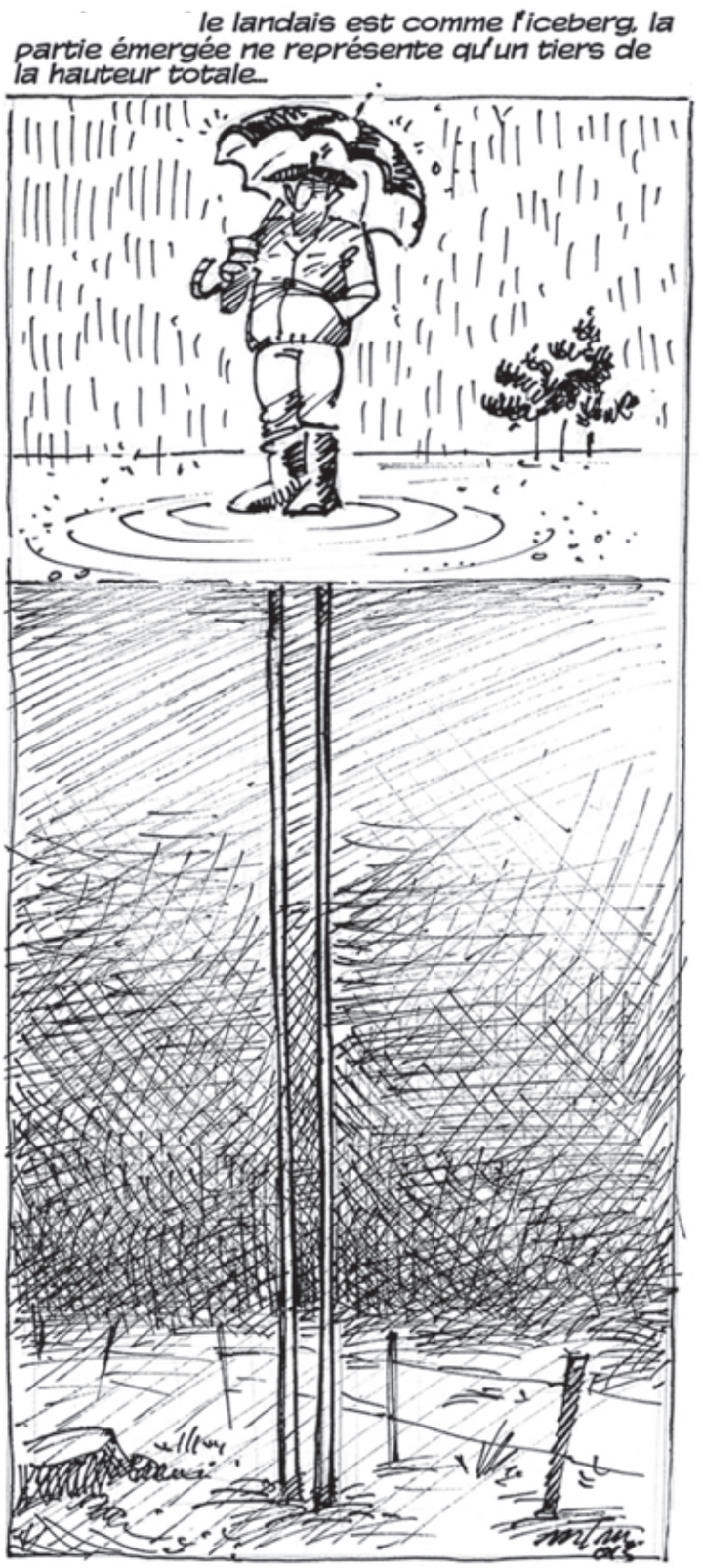
# La lenga gascona qu'es lo còr deu patrimòni culturau landes

Qu'assistim peu nòste departament a las debatudas qui s'escaden a l'entorn de çò que cadun apèra d'ara endavant lo patrimòni e la cultura landesa. Debats, iniciativas qui testimònian de la hrèita, de l'enveja de deféner e de tornar apoderà's lo territòri.

Defensa de la ruralitat, de l'agricultura de proximitat, de las caças tradicionaus...

Mes on es passada la lenga ?

Qu'assolidam qu'existissi ua identitat landesa, avossin un sens los mòts de patrimòni e de cultura, alavetz la lenga parlada de tostemps a jamei en las Lanas e seré au còr de totas las reïvindicacions e iniciativas per la defensa o la transmission d'ua cultura.




Qu'es lo ligam, lo denominator comun a totas las praticas reïvindicadas com patrimòni, l'esséncia qui participa a l'arrecaptada e a la valorizacion d'ua cultura regionau. Que sii sabut, l'escrivan landés màger, lo Bernard Manciet, qu'es un escrivan de lenga occitana.

Occitan, gascon, patuès... Que cadun emplegui lo son mòt n'empacha pas la vertat per la lenga parlada en las Lanas de damorar, ua e indivisibla. En evolucion de hiu com totas las lengas, que's tesica chic deu mòt qu'emplegam entà la qualificar. Qu'existeish uei los mejans, a portada de tots, d'apréner, d'escríver, de transméter, de parlar la lenga gascona de las Lanas en los sons parlars enradigats de la tasca. Classas, escòlas, cors, diccionaris gascons, diccionaris deus parlars de las Lanas, gramaticas, e dinc a un atlas linguistic on son cartografiats per mei de 30 lòcs las faiçons locaus de díser e de prononciar tots los mòts de tot jorn.

Aqueras diferéncias d'expressions, de mòt o de parladura ne hasón pas jamei poishiu d'aulhors a la compreneson enter los locutors natius deu nòste territòri.

La grafia oficiau utilizada entà s'exprimir per escriut, adoptada per la França, l'Union Europèa e la part màger deus locutors gascons qu'es lo frut deu tribalh encaborrit de lingüistas, d'intellectuaus, d'escrivans, de locutors e d'amorós d'aquera lenga entà que posqui estar lejuda e transmetuda per escriut. Com la soa maganha màger qu'es de ne pas estar coneishuda peu gran public, que'ns pertòca a tots, collectivitats, responsables associatius, de s'i har entà la har vàder publica, vededera entà que los sons còdis e siin aprivadats per tots e que cadun posqui l'emplegar shens crànher d'estar mau comprés.

Qu'entenem dab aquera crida establir la lenga occitana de Gasconha en los sons drets e los devers au bèth miei deu patrimòni viu de la cultura landesa.

Qu'aperam cadun e cadua a l'utilizar en la vita de tot jorn, per tots los mejans que volhi, entà que la soa preséncia e testimònii de l'estacament de tots au patrimòni culturau landés e constituishi pielars per la soa sauvaguarda e la soa transmission.

Qu'assolidam que la transmission d'aquera lenga qu'es ua mission d'interès generau, com ac sostien l'Union Europèa qu'espia la diversitat lingüistica com ua enriquiment de l'identitat nacionau.

Que demandam dab insisténcia aus elejuts e representants de tots nivèus e de totas sensibilitats d'arcuélher los defensors d'aquera lenga ad aqueth títol, e de s'i har dab eths a la soa valorizacion e a la soa transmission, a la soa socializacion de tot biaish e notadament lo sosten a la creacion dab l'amira d'ua politica lingüistica de territòri au servici de tots.

# La langue gasconne est le cœur du patrimoine culturel landais

Nous assistons dans notre département aux débats qui ont lieu autour de ce que chacun nomme désormais le patrimoine et la culture landaise. Débats, initiatives, qui témoignent de l'envie et de la nécessité de défendre et de se réapproprier le territoire.

Défense de la ruralité, de l'agriculture de proximité, des chasses traditionnelles…

Mais où est passée la langue ???

Nous affirmons clairement que s'il existe une identité landaise, si les mots patrimoine et culture ont un sens, alors la langue parlée de tostemps a jamei dans les Landes est au cœur de toutes les revendications et initiatives pour la défense ou la transmission d'une culture.

Elle est le lien, le dénominateur commun à toutes les pratiques revendiquées comme patrimoine, l'essence de ce qui participe à la réappropriation et à la valorisation d'une culture régionale. Pour mémoire le plus grand écrivain landais, Bernard Manciet, est un écrivain en langue occitane.

Occitan, gascon, patois… Que chacun emploie son mot n'empêche pas la vérité pour la langue parlée dans les Landes de demeurer, une et indivisible. En perpétuelle évolution comme toutes les langues, elle se soucie peu du mot qu'on emploie pour la qualifier. Il existe aujourd'hui les moyens, à portée de tous, d'apprendre, d'écrire, de transmettre, de parler la langue gasconne des Landes dans ses parlers les plus locaux et les plus particuliers. Classes, écoles, cours, dictionnaires gascons, dictionnaires des parlers des Landes, grammaires, et jusqu'à un atlas linguistique où sont cartographiées en plus de 30 endroits les manières locales de dire et de prononcer tous les mots du langage courant.

Ces différences d'expressions, de mots ou d'accents ne furent d'ailleurs jamais source d'incompréhension entre les locuteurs natifs de notre territoire.

La graphie officielle utilisée pour s'exprimer à l'écrit, adoptée par la France, l'Union Européenne et la majeure partie des locuteurs gascons est le fruit du travail acharné de linguistes, d'intellectuels, d'écrivains, de locuteurs et d'amoureux de la langue pour qu'elle puisse être lue et transmise par écrit. Son principal défaut étant de n'être pas connue du grand public, il appartient à tous, collectivités, responsables associatifs, d'entreprendre de la rendre publique, visible afin que ses codes soient apprivoisés par tous et que chacun puisse l'utiliser sans risque d'être mal compris.

Nous entendons par cet appel établir la langue occitane de Gascogne dans ses droits et ses devoirs au sein du patrimoine vivant de la culture landaise et aquitaine.

Nous appelons chacun et chacune à l'utiliser au quotidien, par tous les moyens à sa convenance, afin que sa présence témoigne de l'attachement de tous au patrimoine culturel landais et constitue des piliers pour sa sauvegarde et sa transmission.

Nous affirmons que la transmission de cette langue est une mission d'intérêt général comme le soutient l'Union Européenne qui considère la diversité linguistique comme un enrichissement de l'identité nationale.

Nous demandons instamment aux élus et représentants de tous niveaux et de tous bords d'accueillir les défenseurs de cette langue à ce titre, et d'œuvrer avec eux à sa valorisation et à sa transmission, à sa socialisation par tout moyen, notamment le soutien à la création, dans la perspective d'une véritable politique linguistique de territoire au se rvice de tous.

**Il est possible pour les élus, artistes, groupes de musiques, personnalités, associations et organisations de rejoindre la liste des signataires de cet appel. Une pétition est également ouverte. Tous les détails sur crida40.jimbo.com**

# La tradition vue de Mars

Dans les métropoles, les provinces urbanisées, hors de leur pays d'origine, beaucoup de gens vivent sans aucune tradition et exercent des professions qui n'existaient pas hier. Ils consomment la tradition comme un événement culturel, au même titre que les films, les livres, les spectacles. Dans bien des cas, l'économie du divertissement, la société du spectacle s'impose comme dernier bastion de la continuité:

Culture? Tradition?

Étymologiquement, le mot «tradition» vient du mot latin «tradere» - donner à travers, faire passer. C'est le passage de génération en génération des pratiques et techniques, des habitudes, des comportements, des savoirs, des croyances, des valeurs sociales et éthiques, etc..

La notion de «tradition» (l'adjectif «traditionnel») est utilisée dans des contextes différents qui souvent se contredisent. Est-elle réelle, la tradition, ou simplement une construction de l'idéologie bourgeoise ? Est-elle seulement la trace de la disparition d'une vraie culture vivante ? Peut-elle survivre dès lors que l'expression culturelle l'a relegué dans le passé ?

**D'une part**,
Dans le contexte scientifique ou patrimonial, la tradition renvoie aux phénomènes culturels, musique, beaux-arts, métiers, coutumes, savoir-faire, manières de vivre, etc. qui appartiennent au passé. Ils ne sont plus des pratiques contemporaines mais ont été remplacés par d'autres phénomènes. Ici la tradition se trouve en opposition claire avec ce que la société industrielle moderne nomme progrès, le fameux «changement» de la politique. Les sociétés industrialisées ont évincé les pratiques et les façons de penser traditionnelles, les rendant impossibles dans beaucoup de cas. Les jeunes générations s'adaptent volontiers aux innovations, jusqu'au refus de la tradition notamment lorsque celle-ci impose une morale restrictive. Cependant le concept de tradition ne cède pas instantanément à l'effet de mode. Le démodé ne devient pas automatiquement tradition; le plus souvent, il est jeté.

La mode se saisit même du traditionnel pour valoriser un produit, du chocolat jusqu'à la maison, et le distinguer de la fabrication industrielle. Dans des cas extrêmes, l'économie de marché s'empare du traditionnel comme valeur marketing « fait main, artisanal », récupérant au passage la valeur travail. Le produit artisanal devient un produit de luxe créé par des personnes qui ne peuvent pas se le payer.

La bonne méthode «traditionnelle» pour les riches et un substitut industriel et bon marché pour les travailleurs ?

Dans ce contexte, le traditionnel semble se rapporter à un temps précis qui exclut la plupart des pratiques nées de l'industrialisation. Il n'y a pas de conduite traditionnelle, de voiture traditionnelle, de route ou de supermarché traditionnel, même si ça existe depuis trois générations et que chacun l'utilise au quotidien….

Si le traditionnel se manifeste donc comme la chose passée, remplacée par le nouveau, la question se pose si elle doit être préservée. Dans l'art, l'ancien et le nouveau coexistent ou ont des relations indirectes. C'est rarement le cas des pratiques de la vie quotidienne. Le plus souvent nos manières de vivre n'ont plus rien à voir avec celles de nos grands-parents sauf à être appréhendées comme loisirs, distractions, commémorations, et organisées dans le cadre du marché du divertissement. «L'Oktoberfest» (Fête de la bière) se fête à Paris, «Halloween» se répand partout en Europe et le «Père Noël», de son fond mythique s'impose au monde entier comme emblème de la commercialisation d'une tradition. Le globalisme est commercial, le commerce globalisé est anti-traditionnel. Le commerce traditionnel n'existe pas.

**D'autre part,**
La tradition sert depuis toujours à l'identification subjective culturelle dans un contexte local, régional, national ou ethnique. Cependant, si on examine, par ex. à l'échelle de l'Europe, le nombre relativement restreint de pratiques ou valeurs traditionnelles auxquelles cette identification peut encore se rapporter, on constate que les cultures correspondantes déclinent ou n'existent déjà plus. Une attraction folklorique pour touristes n'est pas l'expression d'une tradition mais un spectacle.

L'exigence de la préservation de l'identité, de l'identification culturelle réclamée au travers des traditions résulte effectivement d'un déficit, d'un manque, d'une perte. Le remplacement des traditions par de nouvelles pratiques ou façons de penser imposées par le progrès, le

pragmatisme économique ou le conformisme idéologique donnent naissance à une nostalgie, un désir de «bon vieux temps» proverbial et idéalisé qui évacue les problèmes, les souffrances d'une impossibilité de continuité. Cette nostalgie est finalement plus facile à vivre et à supporter que de se confronter dans le présent à la politique capitaliste mondialisée et à ses monopoles d'information.

L'identité actuelle ne s'ancre plus dans une tradition historique, mais est déterminée par le travail aliéné actuel, le revenu gagné, la consommation uniforme, les influences extérieures de la publicité, etc... Évidemment, ces aspects n'offrent pas assez de potentiel ou de surface de projection pour une véritable identité et ne peuvent pas compenser la perte.

Au contraire, la tentative de sauver les dernières traditions de la destruction entre en contradiction avec le mode de vie des défenseurs des traditions qui obéissent eux-mêmes au modèle économique dominant. Cela mène vers des excès, des caricatures, du populisme, de l'électoralisme, de la récupération. Selon les opportunités, ceux-là mêmes qui défendent le modèle économique à l'origine de la disparition de la continuité des traditions, à l'origine des ruptures d'identité, pourfendent les traditionnalistes, les rétrogrades, les décroissants, les gasconisants, « le retour à la bougie », aux échasses, à la vie dans les arbres, ou se posent comme aujourd'hui en chantre de la tradition et de l'identité landaise. Les mêmes défendent le désenclavement par la LGV, la « californisation des Landes », le progrès capitaliste, la croissance comme seul modèle économique et s'insurgent et s'indignent contre la perte de lien social, d'identité culturelle. Du grand n'importe quoi. «La tradition» est deux fois tuée et disparaît dans le brouillard mythique du combat des mots.

**Enfin,**

Si on considère l'identité propre d'un groupe de loin, d'un point de vue historique et dans le cadre d'une économie capitaliste contrainte à une perpétuelle innovation, on doit constater que les traditions ne peuvent pas être sauvées. Seules les sociétés économiquement auto-déterminées peuvent rendre possible une continuité de l'expérience et des connaissances partagées et transmises. La raison et la dynamique du capital n'est pas celle d'une société consciente de sa tradition, consciente de son temps de vie. Les «traditionalistes» deviennent obligatoirement des acteurs conservateurs ou des agitateurs politiques qui veulent cacher la réalité par des arguments fallacieux et des arrangements illusoires.

En réalité, les vaincus sont partout les mêmes. Nous sommes tous égaux devant cette perte. Il ne suffit pas de la remarquer. La prétention politique de défendre la tradition restera imaginaire aussi longtemps qu'on ne veut pas remettre en cause le paradigme économique. La perte d'identité, de culture, d'authenticité, ne peut se résoudre que par le choix d'un mode de vie économiquement autodéterminé dans une nouvelle dynamique post-capitaliste, liée à d'autres valeurs économiques, sociales, humaines; un nouveau vivre ensemble.

## « Comment mieux nuire à un peuple qu'en remplaçant la vérité de son être par la célébration de ses copies ? » (Michel Onfray)

# « Qu'aux 1000 GPII répondent 1000 Alternatiba »

# La création d'un autre imaginaire.

**Le forum européen contre les Grands Projets Inutiles et Imposés s'est déroulé le week-end du 15, 16, 17 juillet 2016 à Bayonne.**
**Plus de 150 personnes de 40 mouvements venus d'Italie, d'Allemagne, du Royaume-Uni, de France, d'Espagne, du Pays Basque, etc. ont assisté pendant 3 jours à des ateliers divers, conférences et moments d'échanges. Parmi les différentes interventions, voici celle de Julien Milanesi.**

« Chers amis, chers compagnons de lutte contre les petits et grands projets inutiles et imposés,

Voilà plus de 10 ans maintenant que je suis avec vous, depuis ce jour de l'année 2005 où j'appris que l'autoroute A65 allait passer sur mon village, à Bostens, sur ce site des 9 fontaines où nous nous sommes plusieurs fois retrouvés pour, comme nous le faisons ce week-end, partager nos expériences, nos espoirs et nos déceptions, pour recharger les batteries, nous remonter le moral, passer de beaux moments ensemble. Une autoroute passe depuis 2010 sur les 9 fontaines. De ce combat perdu nous avons fait un film avec Sophie, ce qui nous a permis d'être à vos côtés pendant les six années qui viennent de passer. Et puis il y a peu, j'ai fait le choix d'intégrer la question des grands projets inutiles à mes enseignements et d'en faire finalement un objet de recherche. Comme vous certainement, je me dis souvent qu'il faudrait que je passe à autre chose, au jardinage ou à d'autres thèmes de luttes tout aussi, voire plus, urgentes. Mais les hasards de la vie m'ont mis ici, c'est ici finalement que j'ai acquis des connaissances, que je me suis intégré dans un collectif, c'est ici peut-être que mes actions peuvent avoir un peu d'influence. C'est ici, pour le dire plus modestement, que je peux apporter ma petite pierre.

La pierre que je souhaiterais apporter aujourd'hui, donc, c'est celle d'un bilan issu de ces 10 années de compagnonnage. Je voudrais mettre en débat quelques analyses sur notre mouvement, sur la façon dont il s'inscrit dans les débats plus généraux qui traversent nos sociétés, sur les questions stratégiques qui se posent à nous, sur notre avenir. Je ne prétends pas à ce que toutes ces analyses soient originales, beaucoup bien sûr sont issues de discussions avec vous, je m'essaie ici à une synthèse, ou plutôt à une mise en ordre, que je mets en débat.

Je commencerai pour cela par revenir sur la dynamique actuelle des mouvements contre les grands et petits projets inutiles et imposés, j'essaierai ensuite de montrer en quoi notre mouvement se situe au cœur de conflits entre visions du monde qui sont probablement inconciliables. Puis ceci me conduira à traiter de la question, dont nous voyons bien tous la centralité, de la démocratie. Enfin, je terminerai en proposant deux axes de développement de notre mouvement.

## 1. Ce que nous sommes : la naissance d'une écologie populaire ?

Je souhaiterais pour commencer revenir sur l'évolution de notre mouvement sur les 10 dernières années. Bien sûr, beaucoup d'entre vous se battent depuis bien plus longtemps et il faudrait faire une histoire plus longue. Avant cela il y eut notamment les combats antinucléaires, le Larzac, le Somport. C'est notre patrimoine, mais je vais essayer de vous proposer une histoire récente, celle que j'ai pu observer. Je vous laisse la compléter.

Le combat contre l'A65, il y a 10 ans, fut un véritable moment de solitude. Certains d'entre vous, je l'ai rappelé, étaient à nos côtés, mais au-delà de ce cercle étroit notre combat suscitait plutôt l'indifférence. Indifférence mâtinée d'ignorance et d'intérêts bien compris de la plupart des médias dominants, jusqu'à ce qu'Hervé Kempf, alors au Monde, ne consacre une page aux enjeux financiers du projet. Indifférence polie des grandes organisations de défense de l'environnement, qui à quelques exceptions près ne voyaient pas bien l'intérêt de s'engager dans ce type de luttes locales, pour ne pas dire provinciales. Indifférence teintée de mépris de la classe politique qui ne voulait voir dans notre mouvement que l'expression du nimbysme, ou autrement dit, de l'égoïsme des riverains.

Je vous entends vous dire que cela n'a pas bien changé, que c'est cela que vous vivez chez vous. Je crois pourtant que la situation est différente. Nous avons tout d'abord réussi à imposer dans le débat public un terme, celui des GPII, qui change la donne et la perception sur nos luttes (un merci infini, à ce propos, à celui ou à ceux qui ont construit cet acronyme si pertinent). Ce terme, qui nous rassemble pour la sixième année consécutive fait apparaître l'unité de nos combats ainsi que l'idée qu'ils portent autre chose que des intérêts égoïstes, un profond désaccord sur les visions du monde et de l'avenir.

Le combat à Notre Dame des Landes, par son caractère emblématique, par l'ampleur de la mobilisation qu'il a suscité, a conduit les grandes organisations de défense de l'environnement qui ne l'avaient pas encore fait à s'engager plus clairement contre ces projets.

Les ZAD, bien sûr, ont changé la donne stratégique sur les lieux de lutte. Elles ont montré qu'on pouvait enrayer le bulldozer administratif en mettant son corps en travers. La leçon est porteuse d'espoir, nous pouvons espérer des victoires, elle est aussi tragique, nous savons maintenant que l'État, dans ces circonstances, utilise contre nous des armes qui peuvent tuer.

Ce qu'il y a de nouveau aussi, et sur quoi je voudrais insister, c'est la multiplication des luttes locales contre des petits ou grands projets. Cela fait quelques mois, avec la sortie de notre film que nous faisons le tour de France des projets inutiles : le golf de 51 trous à Tosse dans les Landes, l'A45 entre Saint-Étienne et Lyon, l'A51 dans le Trièves, la technopôle d'Agen, le projet de mine au Pays Basque, la carrière sur le plateau des milles étangs dans les Vosges, la route Pau-Oloron, les Centerparcs de Roybon et Casteljaloux, le barrage de Sivens, la LGV GPSO, l'aéroport de Notre Dame des Landes, et ce n'est qu'un petit échantillon des projets en cours aujourd'hui en France. Je ne suis pas sûr qu'il y ait plus de projets de ce type qu'avant, comme on l'entend parfois, mais si nous les voyons, et ça c'est réellement nouveau, c'est qu'ils suscitent tous des réactions d'oppositions. Des citoyens partout s'organisent pour les contester. On ne peut plus aujourd'hui, en France, bétonner en paix. Et c'est une très bonne nouvelle.

Je voudrais voir dans la multiplication de ces luttes, l'émergence de ce que je me risque à appeler, et je mets l'appellation en débat, un mouvement d'écologie populaire, ou pour être plus précis, une « écologie politique populaire ». Pourquoi ?

Je sais que, au sein des associations, des collectifs que nous constituons, certains ont des réticences, voire de l'hostilité à se définir écologiste. Pourtant c'est bien là qu'est le cœur de nos luttes. L'écologie est en effet à l'origine une science, fondée au 19ème siècle, qui s'intéresse aux interdépendances, aux relations entre les êtres vivants et leur milieu. Riche de ces enseignements, l'écologie politique, pour aller vite, définit les mouvements qui questionnent la place de l'homme dans son milieu naturel, son interaction avec le reste du vivant. Et c'est ce que nous faisons en défendant nos territoires contre le saccage des GPII. C'est sur nos territoires, souvent ruraux, que nous voyons aujourd'hui concrètement la crise

écologique à l'œuvre. Nous voyons les cours d'eau dans lesquels nous ne pouvons plus pêcher sous peine de nous empoisonner, nous voyons les villes grignoter petit à petit nos meilleures terres agricoles, nous voyons les champs brûlés par les herbicides, nous connaissons les paysans malades d'avoir respiré ces produits toute leur vie, nous ne voyons plus les écrevisses, les tritons, les tortues, là où nous allions les pêcher, les taquiner quand nous étions gosses. Nous voyons, nous vivons, la perte de notre territoire, de notre lieu de vie. Et ça suffit, ras le bol. Nous avons décidé que ça suffisait.

Nous sommes écologistes donc, par définition. Et un mouvement d'écologie populaire, parce que pour beaucoup justement, nous ne venons pas de l'écologie théorique et savante. Il y a aussi bien sûr parmi nous, et j'en fais partie, des lecteurs de Gorz, Charbonneau, Ellul, Passet, Latouche, Illitch, et j'en passe. Mais ce qui nous réunit, au-delà de nos différences de traditions politiques ou philosophiques, c'est le sentiment de ras le bol que j'évoquais tout à l'heure. Beaucoup d'entre nous, riverains de ces projets, vivent dans ces luttes leur premier engagement. Et il n'y a pas besoin de passé militant, ni besoin d'avoir lu tous ces auteurs pour ressentir la perte des territoires, et pour vouloir que ça cesse. Nos engagements sont fondés sur cette expérience simple, sur cette réaction saine à des projets qui nous agressent, ils sont nourris de cette émotion, de cette urgence.

Et puis bien sûr, tout n'est pas qu'émotion, pour reprendre les mots de tribune, à Nérac, de Victor Pachon : nous savons lire, écrire et compter. Il n'y a pas besoin d'avoir fait polytechnique pour comprendre que si, par exemple, la crise climatique est un problème grave et urgent, il est absurde de construire des autoroutes et des aéroports.

Nous sommes peut-être, donc, la naissance d'une écologie populaire. Écologiste parce que nos mouvements prennent leur source dans la défense des territoires dans lesquels nous vivons, populaire parce que ce qui nous rassemble n'est pas une doctrine mais un ressenti et une prise de conscience commune qui transcende nos appartenances sociales.

## 2. Où sommes nous ? L'intérêt général en crise

Après avoir essayé de définir ce que nous sommes, essayons à présent de voir où nous sommes, comment nos mouvements s'intègrent dans les débats qui traversent actuellement nos sociétés.

Nos engagements, comme je viens de le dire, s'inscrivent dans les territoires. Nous voyons, dans les lieux où nous vivons, l'ampleur des sacrifices à réaliser pour ces petits ou grands projets. Nous voyons ce que nous allons perdre, nous savons le coût exorbitant de ces projets (20 millions d'euros, pour mémoire, par exemple, pour un kilomètre de LGV) et nous nous demandons si cela en vaut bien la peine. En posant cette question, qui est celle de l'utilité des projets, c'est l'intérêt général que nous interrogeons.

Drôle de notion que l'intérêt général ! Nous en percevons la force, le caractère prescripteur, et pourtant, comme un mirage elle disparaît quand nous essayons concrètement de la toucher, de l'appréhender, de la définir. En effet, comme beaucoup de choses qui fondent nos communautés politiques, l'intérêt général est une fiction, qui n'existe que parce que nous y croyons tous, mais qui n'a pas d'existence en soi, pas de substance qui permettrait de le définir à priori. Les choses ne sont d'intérêt général que quand nous sommes d'accord sur le fait qu'elles le sont, et quand nous ne sommes plus d'accord, elles ne le sont plus. L'intérêt général est alors en crise, c'est ce que nous vivons actuellement.

Pour être plus concret, dans les années 50 ou 60, aux temps de la reconstruction, puis des premières autoroutes, quand tout le monde ou presque était d'accord sur ces projets, puis au moment où les premières lignes à grande vitesse furent construites, l'intérêt général était assez clairement définit.

Aujourd'hui, la notion est en crise, il n'y a plus un intérêt général sur lequel nous pourrions nous accorder, mais des intérêts généraux ou, autrement dit, plusieurs conceptions de l'intérêt général qui recoupent différentes visions du monde et de l'avenir.

Le moment que nous vivons est, je ne vous apprendrai rien, celui d'une crise profonde de nos sociétés occidentales : crise économique, sociale, écologique et donc, politique. La crise, c'est étymologiquement, le moment décisif de basculement d'un état à un autre. Le moment critique. Il nous incombe ainsi, à nous, humains de ce début de 21ème siècle de faire les choix sur ce que sera le monde dans les décennies et peut-être les siècles à venir. Et ces choix s'incarnent parfaitement dans les décisions sur les GPII :

• Sur la question écologique, pour commencer, pense-t-on qu'on peut continuer comme avant, avec les mêmes projets, en comptant sur la compensation environnementale pour limiter l'impact sur la biodiversité, sur le progrès technique pour réduire les émissions de $CO_2$, sur la géo-ingénierie pour modifier le climat s'il venait quand même à s'emballer et, en dernier recours, sur le transhumanisme pour adapter l'homme à une planète qui ne serait plus vivable ? Ou, au contraire, pense-t-on que les enjeux écologiques nécessitent un changement profond de nos façons de produire, de nous déplacer, de nous loger, de nous alimenter, pour insérer nos activités dans la biosphère (la planète), ses lois et ses limites ? Auquel cas les projets destructeurs de biodiversité, consommateur de terres agricoles et émetteurs de $CO_2$ doivent être immédiatement stoppés.

• Pense-t-on, et c'est bien entendu lié au point précédent, que notre seul horizon économique est celui de la croissance, comme c'est le cas depuis deux siècles : croissance de la production matérielle, de l'extraction de ressources, croissance de la mobilité, de la vitesse, des trafics ? Et pense-t-on d'ailleurs, au-delà du souhait qu'on peut avoir sur le sujet, que cela est encore réaliste dans un contexte où la croissance dans les pays riches baisse régulièrement depuis plusieurs décennies ? Ce choix

est central parce que ce que nous voulons ou ce que nous parions sur la croissance future, détermine directement les prévisions que nous faisons sur l'équilibre économique interne des projets de transport ou de supermarché. La croissance des trafics et de la consommation est en effet intimement conditionnée à la croissance économique globale, celle du produit intérieur brut. Si nous plaidons au contraire pour le ralentissement, où si nous parions sur lui, alors nous misons sur la recherche de la qualité de la vie, de l'alimentation, des déplacements, et nous favorisons l'amélioration de l'existant par rapport à la production de nouvelles infrastructures.

• Pense-t-on, troisième choix, que la mondialisation libérale et la concurrence territoriale est une fatalité à laquelle il faut s'adapter en concentrant l'activité dans des mégapoles urbaines compétitives, attirant grâce à des infrastructures de transport qui répondent à leur besoin les nouvelles entreprises et la main d'œuvre mobile et qualifiée? Ou veut-on un modèle où les activités économiques, qu'elles soient agricoles, industrielles ou commerciales, sont relocalisées, diffusées sur les territoires, et tissent un réseau dense en liens sociaux ? Un modèle qui nécessite notamment des infrastructures de transports collectifs de proximité et de qualité.

• Pense-t-on que le développement territorial passe par la captation, par exemple sous la forme d'un complexe golfique pour clients fortunés, des revenus créés ailleurs ? Ou mise-t-on sur la création de dynamiques économiques endogènes, internes au territoire ?

• Veut-on un monde organisé pour les plus aisés d'entre nous, les élites mondialisées, les clients des complexes golfiques, en espérant que leur richesse « ruisselle » (puisque c'est maintenant le terme consacré) jusqu'à ceux qui sont au bas de la pyramide ? Ou souhaite-t-on consacrer l'argent public aux transports et équipements de proximité, qui améliorent la mobilité du quotidien et du plus grand nombre ?

Écologie, croissance, mondialisation, développement local, inégalités, voilà au-delà des questions techniques qui leurs sont propres, les enjeux fondamentaux qui traversent la plupart des GPII que nous combattons, voila les choix que nous posons à travers nos luttes. Où se situe l'intérêt général parmi ces choix ? Il serait tentant de dire qu'il est de notre côté, et on voit bien la part d'intérêts privés qu'il y a dans les visions concurrentes. Mais je crois que ce serait une erreur que de considérer que nous ne faisons face qu'à des intérêts privés prédateurs. Il y a aussi, face à nous, des conceptions de l'intérêt général cohérentes, que nous devons prendre au sérieux pour les combattre efficacement.

## 3. Notre rôle: l'entrée de l'écologie en démocratie?

L'intérêt général est donc en crise, tiraillé entre des conceptions radicalement différentes, et l'idée que je voudrais développer maintenant est que nous n'avons pas les institutions démocratiques permettant de résoudre cette crise, ce qui explique la montée en tension, en violences, que nous observons tous sur nos luttes.

Je n'y ai pas vécu (je suis né sous Giscard), mais je doute que la France Gaulliste ou Pompidolienne, sous laquelle a été lancée le programme autoroutier français, fut plus démocratique que ne l'est notre système politique actuel. Elle l'était même moins, à coup sûr, alors que n'existait pas les procédures d'enquête publique ou de débat public. Mais à cette époque la question démocratique sur les grands projets ne se posait pas, tout simplement parce que ces décisions faisaient consensus (ou presque, si on compte les quelques visionnaires qui dénoncèrent très tôt les ravages des trente glorieuses). Lorsque tout le monde est d'accord, la façon dont on décide importe peu !

Aujourd'hui, ce consensus n'existe plus, et par notre engagement, nous mettons sous pression les institutions officielles chargées d'organiser la décision sur ces projets : débat public, enquête publique, déclaration d'utilité publique par le ministre. Ce cadre de décision est en train d'imploser sous la pression que nous lui mettons.

Nous avons montré toutes les limites de la démocratie délibérative en jouant à fond le jeu des enquêtes publiques et des débats publics, nous sommes à présent entendus mais nous ne sommes qu'exceptionnellement écoutés. Cela bouge un peu, certes, comme en témoigne l'avis négatif de la commission d'enquête publique sur la LGV GPSO, ou notre audition à la commission Richard.

Nous avons aussi joué le jeu juridique, en mettant souvent beaucoup d'espoir dans la plus haute juridiction administrative, le Conseil d'État, et nous avons découvert ce que me rappelait récemment un collègue professeur de droit public : son rôle est surtout de légitimer la décision publique. Cela bouge un peu également sur ce plan là si on regarde les décisions récentes sur la LGV Poitiers Limoges et sur Sivens.

Ces petites avancées témoignent d'après moi d'un basculement de la haute administration, notamment sur les projets de transport, qui en cohérence avec tout ce qu'elle a écrit depuis des années, est de plus en plus hostile aux nouveaux équipements. Cela doit être source d'espoir pour notre mouvement.

Mais au final, malgré ces quelques avancées, nous avons finalement découvert, ou redécouvert en en faisant l'expérience, qu'au-delà de toutes les procédures de consultation et de recours, la véritable nature de nos institutions est verticale : c'est celle d'une démocratie représentative où la décision revient à des élus que le suffrage universel a doté du pouvoir de décider de ce qui était, ou pas, d'intérêt général.

Or cette redécouverte tombe dans un moment de défiance profond envers les élus : cumul des mandats, professionnalisation, corruption, abstention massive, renoncements, et j'en passe, contribuent à une délégitimation profonde de leur décision. Le roi est nu, et il nous est difficile de voir autre chose dans ces décisions que le passage en force : la décision est imposée, suspendue aux caprices de quelques caciques cumulards.

Ce constat nous emmène à ce paradoxe : nous avons des décisions d'une importance majeure à prendre, qui nous engagent collectivement pour des décennies, et nous n'avons pas d'institutions démocratiques suffisamment légitimes pour les prendre. La probabilité que cela dégénère est grande, et nous devons je crois y réfléchir sérieusement pour agir de façon responsable.

Mais le conflit peut aussi servir à régénérer la démocratie. Il n'y a pas d'ailleurs, ou il n'y a jamais eu, de démocratie idéale, celle-ci est toujours inachevée, toujours à construire. Et ici, dans cette histoire, ce dont nous sommes acteurs, je crois, c'est de l'entrée de l'écologie en démocratie. Nous sommes le mouvement social qui, aux quatre coins du pays, pose de façon concrète la question écologique, oblige la société à bouger, oblige à imaginer d'autres façons de décider afin que cesse la destruction progressive de nos milieux de vie. Nous créons du conflit là où il n'y en avait pas, et ce conflit doit pousser les institutions à changer. La démocratie sociale, qui reste très largement imparfaite, qui n'a notamment pas encore véritablement gagné le monde de l'entreprise, gère néanmoins aujourd'hui notre système de sécurité sociale. Elle est le fruit d'un siècle de conflits entamés dans les usines du 19ème siècle. Faisons en sorte que par les conflits que nous y menons, les territoires soient à la question écologique ce que furent les usines à la question sociale.

## Conclusion

Je vais maintenant conclure en proposant de développer deux axes d'actions par ailleurs déjà largement entrepris.

J'imagine bien que vous trouvez que je nous vois beaucoup plus beaux, beaucoup plus forts, que ce que nous sommes. Vous avez peut-être raison, mais dans la lutte, dans l'adversité, je sais aussi qu'on se voit aussi souvent moins fort que ce qu'on est réellement.

Au cours des rencontres faites autour du film, les associations me disent souvent : "nous sommes 20, 30, c'est dur, on prêche dans le vide". Hier soir on me disait : « *à la dernière manifestation contre l'A45 nous n'étions que 1000* ». C'est déjà pas mal il me semble, nous aurions aimé être mille contre l'A65 ! Mais surtout, ce que nous ne voyons pas, parce que nous sommes centrés sur nos territoires, c'est que nous sommes un

mouvement social décentralisé. Nous sommes 20 ici, mais 20 aussi là-bas, et là-bas, et là-bas, et je crois que nous devons davantage œuvrer à apparaître, comme nous le faisons aujourd'hui, comme un mouvement social cohérent et rassemblé.

Le développement de la journée d'action nationale contre les GPII, par des actions coordonnées sur tout le territoire, peut être un de ces moments où nous démontrons l'existence sur tout le territoire de ce mouvement social.

Sur le plan des idées et des stratégies, nous pouvons aussi poursuivre la mise en commun de nos travaux, en développant des réseaux thématiques : PPP, biodiversité, recours juridique, etc. Pourquoi pas par exemple, organiser, en plus, en parallèle ou à la place du forum annuel quelque chose qui ressemblerait à une université d'été et qui serait exclusivement destiné à l'intérieur du mouvement, à des séances de travail thématique, à des formations sous forme de partage d'expériences ou d'interventions extérieures, …

Tout ceci pose bien entendu des questions de moyens, humains et financiers, et il faut peut-être se poser la question du support que pourrait nous apporter pour cela des structures nationales, environnementales et syndicales. Quoiqu'il en soit, je pense qu'il faut renforcer notre réseau pour renforcer nos luttes locales.

Nous devons bien sûr nous renforcer pour espérer l'emporter sur les intérêts très puissants qui nous font face. Mais cela ne suffira pas, car nous combattons aussi un imaginaire. Cet imaginaire largement partagé par nos concitoyens c'est celui du progrès, généralement associé aux grands projets. C'est celui qui sous-tend les visions du monde, les idéologies, auxquelles nous nous opposons mais avec lequel on ne peut pas discuter, car il est, pourrait-on dire, "subrationnel". Il est le fruit de deux siècles de développement économique et industriel, de la promesse remplie, malgré tout, que la prospérité est le fruit de la croissance économique, de la production d'infrastructures tout azimut. Les routes, pour ne prendre qu'elles, portent encore avec elles, au-delà de leur utilité propre, l'idée qu'elles sont le vecteur de la modernité irriguant la campagne, reliant les hommes, permettant les échanges…

Mais la promesse est moribonde. Nous vivons depuis quarante ans dans le chômage de masse, et il suffit de voir que le Conseil Départemental des Landes n'a rien trouvé de mieux qu'un complexe de golf de 51 trous comme projet central de développement territorial pour comprendre que nous sommes en fin de cycle.

Quel manque cruel, pour le coup, d'imagination ! Il y a pourtant tant à faire ! Nous devons changer toute notre façon de produire, de nous alimenter, de nous déplacer, de nous loger, nous devons réparer ce que nous avons détruit. Il y a là des sources immenses d'emploi et un projet collectif enthousiasmant.

Pour se battre contre le vieil imaginaire économique de la prospérité par la croissance, nous devons, je pense, proposer cet imaginaire alternatif, celui de transition écologique, montrer qu'il est réaliste et désirable.

C'est à ça que s'attache depuis plusieurs années, le mouvement Alternatiba, qui est né ici à Bayonne, et qui a depuis essaimé partout en France et dans le monde. En cela, leur combat est aussi le nôtre et je terminerai en recyclant leur slogan : qu'aux 1000 GPII répondent 1000 Alternatiba!"

## Point Repos

gâche pas ton cerveau !

"On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré."

"Être journaliste, c'est imprimer quelque chose que quelqu'un d'autre ne voudrait pas voir imprimé. Tout le reste n'est que relations publiques."

# Pédagogies alternatives
# 100 ans de nouveauté

Notre ambition initiale était de proposer un tour d'horizon de toutes les pédagogies dites alternatives ainsi que de tous les projets locaux qui s'y rapportent. Projet trop vaste tant les initiatives, les avis sont multiples, les raisons qui conduisent à ces choix diverses. Nous réservons donc pour le prochain numéro de Landemains une suite à ces deux premiers articles qui concernent la pédagogie Montessori et le point de vue d'une maman ayant choisi pour ses enfants l'instruction en famille.

Pourtant, un préambule s'impose pour tenter de comprendre les raisons fondamentales qui font aujourd'hui d'expériences vieilles de 100 ans des pédagogies novatrices, modernes, alternatives. Paradoxe ? Peut-être pas.

Au lendemain de la première guerre mondiale, de nombreux pédagogues partout en Europe firent le constat terrible que l'école formait des soldats, qu'elle répondait à une logique de gouvernance et modelait des sujets susceptibles d'obéir aux exigences d'une société belliciste. Rudolf Steiner, Maria Montessori, Célestin Freinet, Alexander S. Neill, Ovide Decroly, Paul Geheeb, Janusz Korczak, inventèrent des méthodes d'éducation d'un nouveau genre pour changer le monde en faisant évoluer l'école. Construire une école de la paix, pour et par la paix. Un pédagogue suisse, Adolphe Ferrière, les réunit au sein de la Ligue internationale de l'éducation nouvelle.

Le formidable élan de toutes ces initiatives fut brisé par les totalitarismes et la seconde guerre mondiale. Bien sûr, dès les années cinquante, l'école de la république s'inspira et s'inspire encore de ces pratiques. Mais s'inspirer, isoler quelques pratiques pour les adapter, est-ce vraiment comprendre et pratiquer la philosophie profonde des pédagogies alternatives ?

Aujourd'hui encore, au-delà des raisons multiples des uns et des autres, des « résultats » de telles ou telles pédagogies, des détails techniques et humains de tel ou tel choix, ne s'agit-il pas toujours en fin de compte d'un dialogue philosophique ?

Ce n'est pas l'école de la république qui fera changer la république, c'est l'école qui changera lorsque la société aura changée. Rendre grâce aux professeurs, à leur dévouement, aux vertus de l'école pour tous, ne changera rien au fait que l'école obéit à la logique politique de la société qui l'institue.

Or ne sentons-nous pas la nécessité d'un profond changement, n'est-ce pas ce que disent les parents de plus en plus nombreux qui choisissent une autre voie pour l'éducation de leurs enfants ?

Ne sommes-nous pas, 100 ans après revenus au fondement même de ce qui a conditionné l'émergence des pédagogies nouvelles ?

Pour répondre à la question : Quelle école voulons nous pour nos enfants aujourd'hui ? Il faut répondre d'abord à la question : Quelle société voulons-nous pour demain ?

Voulons-nous une société de la guerre, de la compétition, de la réussite, du mérite, du combat, de la domination, de la contrainte, de la soumission, de la consommation, de l'égalité, de l'exploitation de l'homme et de la nature...

...ou...

Voulons-nous une société de la paix, de la créativité, de la culture, du calme, de la liberté, de l'émancipation, du partage, de la tempérance, de la non violence, de la diversité, du respect de l'homme et de la nature...

Le terme de « bienveillance » adopté par les pédagogies alternatives actuelles, bien que naïf et de fait un peu galvaudé, fait de son mieux pour exprimer leur choix.

# MARIA MONTESSORI

est née le 31 Août 1870 à Chiaravalle, en Italie et devient, en 1896, la première femme italienne à recevoir le titre de docteur en médecine. Également diplômée en psychologie, en philosophie et en sciences naturelles, elle approfondit l'anthropologie pédagogique, étudie et adapte les travaux d'Itard et de Seguin(1*) et se reconnaît dans la philosophie de J.J. Rousseau et de Pestalozzi.

Ayant examiné les théories de Freud, de Jung, de Klein et de Piaget, à qui elle accorde une contribution efficace quant à la compréhension de "l'enfant secret", ses propres travaux lui permettent de mettre en relation les névroses de l'adulte et le développement psychique de l'enfant. Ainsi, alors que la toute récente psychanalyse vise à soulager -voire tenter de soigner- les divers traumatismes psychiques, rien n'existe encore pour prévenir la genèse des névroses.

Elle va donc entreprendre d'étudier l'enfant pour éviter d'avoir à soigner des manifestations pathologiques constatées. Elle se consacre alors à la rééducation d'enfants souffrant de diverses pathologies à la clinique psychologique de l'université de Rome.

En parallèle, Maria Montessori assiste à tous les congrès féministes, dont celui de Berlin en 1898 où elle réclame « *un salaire égal pour un travail égal* ». Ses deux engagements, la libération de la femme et celle de l'enfant, se rejoignent en 1907 avec l'ouverture de la première MAISON DES ENFANTS.

Ce lieu d'accueil, situé dans un quartier ouvrier, a été pensé pour encadrer les enfants de St Lorenzo livrés à eux-mêmes. Sans mobilier ni enseignant, elle va devoir innover. Une ouvrière comme auxiliaire, le matériel didactique de ses classes d'enfants « *différents* », du mobilier fabriqué par le menuisier local aux dimensions des enfants... Elle va donc accueillir maintenant des enfants dits « *normaux* ». Ces enfants, âgés de trois à six ans, sont pour la plupart issus de familles analphabètes. Vierges de toute éducation, ils vont alors lui permettre d'observer des enfants « *libres* »…

C'est dans ce « *laboratoire de pédagogie scientifique* » que va naître la « Méthode Montessori ».

Toutefois, prenant naissance dans l'observation du vivant et agissant subtilement dans la complexité de ce vivant, le mot méthode est ici à redécouvrir ! Cette précision linguistique nous permettra de mieux cerner la richesse de ce que le Dr Montessori est en train d'apercevoir, de concevoir… et de donner au monde.

En 1934, la montée du fascisme la contraint à l'exil. Mussolini fermera ses classes les unes après les autres. Après un court passage en

Espagne, elle se fixe dans une Inde qui vient d'acquérir son autonomie politique. Soutenue par Gandhi (et accueillie par lui), Nehru et Tagore, elle se consacre alors à la formation d'enseignants.

Mondialement reconnue, elle proposera des cours internationaux, regroupant des enseignants et des éducateurs représentant des langues, cultures, religions et partis politiques extrêmement divers. C'est ainsi qu'elle se réalisera dans son idéal de paix et d'universalité !

Pourtant, elle dira elle-même que tous ne comprennent pas vraiment ce qu'elle cherche à transmettre… De retour en Europe, elle s'établit en 1949 en Hollande, où elle meurt en 1952.

# Une philosophe de la liberté

Citoyenne du monde, Maria Montessori n'avait pas pour but de « *créer des enfants prodiges, mais de contribuer à l'affirmation d'un monde meilleur* » par la libération de l'enfant… père de l'homme.

Sa compassion pour la faiblesse et la souffrance d'autrui font d'elle une révolutionnaire pacifiste. Pour elle, la révolution n'est pas dans la destruction mais dans la construction... Celle d'hommes libres.

C'est cette passion pour la paix qui sous-tend sa philosophie de l'éducation : conduire le monde à la paix par un juste accompagnement de l'enfant et permettre à chacun d'eux de devenir un être social autonome et responsable. Cela engage à être conscient de la posture à « *choisir* », posture résultant d'une décision éthique et non de la simple répétition de ce que chacun connaît du métier d'enseignant ou d'éducateur.

Femme, médecin, éducatrice, enseignante, chercheur, défenseur actif de la paix et de la liberté, elle n'aura pas pour autant oublié d'être mère. Son fils unique, Mario, représente et développe aujourd'hui l'œuvre de cette femme visionnaire dont les affirmations sont confirmées aujourd'hui par les travaux des neurosciences.

# Une pédagogie active et unifiante

Il s'agit de permettre que se forme, dans sa globalité, "*l'homme futur, capable d'affronter avec force et sérénité les luttes et les embûches de la vie*". L'étude du développement psychique de l'enfant conduit Maria Montessori à la formalisation de deux concepts qui poseront les fondements de son approche éducative : l'esprit absorbant de l'enfant et les périodes sensibles. Le respect de ces périodes sensibles est la première condition pour un développement harmonieux.

Une période sensible est, dans la vie de l'enfant entre 0 et 6 ans, un moment où il est particulièrement réceptif à un apprentissage donné. Apprentissage nécessaire à sa condition d'homme responsable et indispensable au développement de son intelligence. Ces apprentissages se font naturellement et l'effort qui les accompagne est source de joie. Le mouvement, le langage, l'ordre, la propreté, la politesse, la courtoisie, écrire, lire, compter, l'intérêt pour les autres, pour les choses, pour la vie… L'enfant est alors enthousiaste et infatigable !

Les périodes sensibles sont visibles par celui qui sait voir: L'enfant est concentré sur ce qu'il fait, ne se lasse pas, répète inlassablement et absorbe ! Les acquisitions que fait ainsi, seul, l'enfant pendant les premières années de sa vie le conduisent à penser qu'il existe une activité intelligente particulière qui lui permet d'absorber son milieu : « ce qu'il voit et ce qu'il entend s'incarne en lui ». Le souvenir n'est pas conscient, mais les « *images* » sont fixées dans sa propre vie. Cette forme de mémoire naturelle supérieure et inconsciente commune à tous est à l'origine de nos principes, de notre culture sociale et intellectuelle, de notre langage, de nos « dons », etc... Cette sensibilité absorbante à l'égard de toute chose - le langage en est la manifestation la plus évidente - est ce que Maria Montessori appelle "l'esprit absorbant".

La « *méthode Montessori* » est donc d'abord « *la création d'un climat éducatif en soi* » visant « *l'éducation des sens, l'éducation intellectuelle et la formation du caractère* ». L'idée centrale de la pédagogie du Dr Montessori est d'offrir à chaque enfant la possibilité de suivre ses périodes sensibles afin d'utiliser la force de son désir d'apprendre sans pervertir ou compliquer la réalité de son environnement qu'il absorbe.

## 1. Le « Maître », l'éducateur

« *Notre œuvre d'adulte ne consistera pas à enseigner mais à aider l'esprit de l'enfant dans le travail de son développement* ». L'éducateur a un rôle d'accompagnateur et ne doit jamais oublier qu'il est un modèle pour l'enfant: Apprendre à observer, entrer à l'école du discernement et se laisser guider par l'enfant lui-même sachant que l'enfant est « programmé » pour absorber son environnement !

C'est de cette observation que l'éducateur apprend de l'enfant comment se perfectionner. Réactif et calme, il parle doucement, guide, montre, soutien, stimule, encourage... console parfois ! Certes, il représente la connaissance extérieure et en donne des clefs d'accès, mais sait aussi ne pas intervenir ou penser à la place de l'enfant ! Il fixe le cadre, fait respecter les règles, utilise les situations, donne des informations, présente le matériel, anime des moments de travail collectif ou de jeux, connaît les besoins d'un enfant. Il est attentif à ne pas interrompre l'activité d'un enfant et ne donne ni récompense ni punition.Il sait être « *l'entité qui met l'enfant en rapport avec son propre réactif* » !

## 2. Le Matériel

Chaque matériel s'adresse à chacune des étapes du développement de l'enfant et vise une acquisition précise, maillon d'une chaîne de connaissance à atteindre. Il est en lui-même un moyen didactique. Nous parlons de pédagogie scientifique. Il permet à l'enfant de vivre une expérience, et fonctionne selon le schéma suivant :

- L'enfant découvre une notion
- Ensuite se l'approprie,
- Puis enfin sait qu'il sait !

Dans les classes Montessori le matériel n'est pas un outil aidant le maître dans son explication, mais un outil permettant la compréhension en engageant l'action et la réflexion de l'enfant. Il amène l'enfant à distinguer, à associer, à réfléchir, à juger et possède des buts à court et long terme: Le bénéfice visible et les apprentissages invisibles…

La présentation du matériel est individuelle et suit un protocole qui contient une partie des buts cachés. Il s'agit de la leçon e n trois temps. Ensuite, le matériel est choisi librement ce qui permet à l'enfant de

travailler à son rythme, parfois seul, parfois avec d'autres. Une progression hiérarchise les différents matériels sur une même acquisition mais les acquisitions elles-mêmes n'ont pour guide que les « périodes sensibles ».

Chaque matériel est « une abstraction matérialisée » et est auto-correctif pour permettre à l'enfant de "voir" et de ressentir ses erreurs. Il permet de reproduire une action jusqu'à complète acquisition et épuisement des possibilités contenues. Ainsi, quand un enfant travaille avec un matériel, il reçoit toujours un retour immédiat sur son action, ce qui lui permet de l'ajuster sans qu'il y ait d'intervention extérieure, ni jugement. Il contrôle donc son éventuelle erreur et apprend d'elle !

Il peut refaire son exercice autant et aussi longtemps qu'il le souhaite. Dans cette rencontre répétée avec le matériel, l'enfant va ressentir et accumuler des « impressions » qu'il va stocker. Il apprend sans s'en rendre compte. Pourtant il agit ! Le geste incorpore l'apprentissage actuel.

C'est la mobilisation personnelle de l'enfant qui va le faire progresser. Cette mobilisation va éveiller son attention et le conduire à la concentration. Pour contribuer au développement social, le matériel doit toujours être remis à sa place une fois l'exercice terminé et doit être limité en nombre. Un seul exemplaire de chaque matériel permet d'apprendre à attendre. Ce matériel, disponible sur des petites étagères, offre à tous les acquisitions qu'il contient en réponse aux besoins de chacun.

### 3. Le « Milieu »

L'environnement dans lequel baigne l'enfant constitue un milieu collectif où il puise de l'information et donne de l'information. Ce milieu offre en même temps qu'il s'enrichit de la vie de chacun. Il offre les « conditions qui rendent possible la manifestation des caractères naturels de l'enfant » et favorise les occasions d'activités individuelles et de groupe, qu'elles soient physiques, émotionnelles, sensorielles ou intellectuelles. Il ne comporte pas d'obstacles au développement naturel de l'enfant afin de ne pas l'obliger à déployer tout un système de défenses et d'adaptations déformantes.

La classe offre donc un environnement propice à l'apprentissage. L'enfant y puise de quoi construire ses intelligences. Il y est actif, donc attentif à ce qu'il fait, et peut travailler à son rythme sans être interrompu, ce qui l'autorise à se concentrer. Son engagement est volontaire car il peut choisir son activité et apprend seul que la qualité de son travail est directement liée à l'attention qu'il y porte. Ce qu'il fait par plaisir lui enseigne et il aime se perfectionner.

Quant à la discipline, elle aussi est active ! « *N'est pas discipliné un individu rendu artificiellement silencieux et immobile* ». L'autodiscipline est le fruit de cette ambiance...

## Les cinq grands axes d'apprentissages

### 1. Les exercices de vie pratique

Le matériel de vie pratique sera le premier à être présenté. Il répond à la demande d'indépendance du petit enfant et lui permet d'apprendre à « *faire seul* », le mieux possible, chaque action de sa vie quotidienne : manipulations diverses, soin de la personne et de l'environnement, coordination motrice et codes sociaux… Le plaisir qu'il y trouve n'a d'égal que le ravissement de l'adulte à le voir si attentif et concentré.

### 2. Le matériel sensoriel

« *Les sens sont les organes de préhension du monde extérieur nécessaire à l'intelligence, comme la main est l'organe de préhension des choses matérielles nécessaires au corps.* »

Le matériel sensoriel, quant à lui, accroît la capacité de l'enfant à distinguer, à comparer, à reconnaître, à regrouper, associer, classer, à hiérarchiser et le conduit progressivement, étape par étape, à l'abstraction. Le matériel est une « abstraction matérialisée ». C'est au travers du développement sensoriel que vont se faire les acquisitions, qu'elles soient immédiates ou en puissance. La main est ici l'outil qui construit son intelligence. En effet, à court terme ce matériel développe chacun des 5 sens et, en même temps qu'il répond au besoin d'activité et à l'envie de savoir du petit enfant, pose les bases de toute étude et réflexion future.

A long terme, il installe des traces concrètes et profondes de connaissances fondamentales qu'elles soient liées au langage oral ou écrit, qu'elles soient culturelles, mathématiques, grammaticales ou scientifiques. Par ailleurs tout ce matériel est également utilisé pour enrichir et préciser le vocabulaire de l'enfant et mettre des nuances dans des classifications ordinaires.

### 3. Le matériel de langage

Enrichir le vocabulaire est un objectif permanent et nous attachons une grande importance à la précision et à la justesse des mots et des expressions. En effet, outre le simple fait d'offrir un outil d'expression efficace, les nuances que contient la diversité des mots à notre disposition ouvrent la pensée à la complexité… Vocabulaire riche, certes, mais également accès à la compréhension totale de notre langage.

### 4. Le matériel d'arithmétique et de géométrie

Également appréhendé dès les premières manipulations avec le matériel sensoriel, l'ensemble de ce matériel conduit doucement à l'abstraction.

### 5. L'Histoire, les Sciences, la Géographie, la Musique, les arts

La chaine du temps, les puzzles de botanique, les puzzles et les bacs de géographie, les drapeaux, les clochettes... Des pierres, une loupe, des plantes, un poisson rouge, des CD, des instruments de musique… Autant de matériels simples et pratiques que de connaissances à découvrir !

### Par ailleurs...

L'éducation du mouvement, le contrôle de soi, la bienveillance et la courtoisie, s'ils se réalisent au travers de toutes les activités proposées (utilisation des matériels, libre circulation, etc) s'accomplissent aussi dans quelques exercices phares : En voici quatre…

**La marche sur la ligne** : Destinée à travailler l'équilibre et la posture, la marche sur la ligne s'inspire directement d'une activité naturelle chez les enfants qui est de marcher sur les traits qu'ils rencontrent sur le sol, sur les troncs d'arbre, etc. Cet exercice de contrôle du corps et des mouvements s'agrémente de variantes qui peuvent en augmenter la difficulté.

**Le temps de parole** : est un moment où chaque enfant peut exprimer sa pensée. Qu'il s'agisse de rendre compte collectivement d'un événement ou de philosopher sur une idée, l'essentiel ici est d'oser parler en public en tenant compte des autres, d'apprendre à écouter et de s'habituer à se faire comprendre.

**L'anniversaire** : C'est en utilisant l'histoire même de l'enfant que nous le faisons entrer dans l'Histoire... et dans le temps qui passe.

**La leçon de silence** : Exercice à part entière et non impératif institutionnel, cette « œuvre collective » de contrôle du mouvement est considéré aussi comme exercice sensoriel. Premier pas vers le contrôle de soi et partenaire de l'autodiscipline, il sollicite l'attention et le contrôle de chaque personne en particulier. Ce silence absolu exige une absolue immobilité. La leçon de silence est un exercice complet en lui-même qui donne au calme une autre dimension. Le mouvement est suspendu, mais pas la vie sensorielle. Il ne s'agit pas là de s'opposer au bruit ou même de faire cesser l'agitation ou la parole, mais de faire ressentir le silence « *comme un état supérieur à l'ordre normal des choses, comme une inhibition instantanée qui coûte un effort, une tension de la volonté, qui détache les bruits de la vie commune, isolant l'âme des voix extérieures* ». Ici, le silence n'est pas appréhendé comme étant « *utile* », mais comme une conquête ! La méditation n'est pas bien loin !

## En conclusion

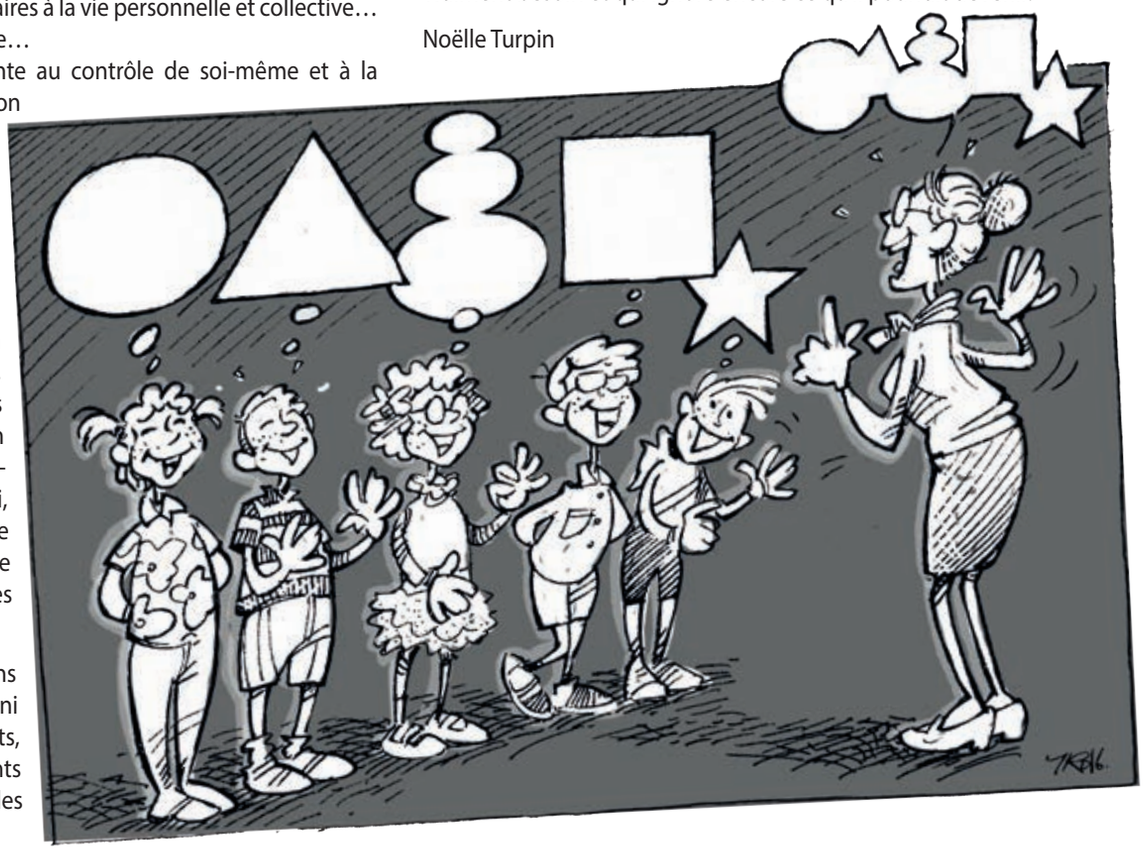
Permettre le mouvement, l'ordre, le calme…
Être attentif à la justesse du vocabulaire choisi, à la précision des gestes…
Se soucier de mesurer la difficulté et la rendre accessible…
Respecter les périodes sensibles…
Utiliser l'erreur…
Honorer la bienveillance naturelle des enfants et reconnaître leur empathie…
Favoriser les acquisitions nécessaires à la vie personnelle et collective…
Abolir la punition et la récopense…
Donner une place prépondérante au contrôle de soi-même et à la responsabilité engagée, que l'on soit enfant ou enseignant !…

Tout ceci, en libérant le pouvoir naturel des enfants libère également l'énergie de l'enseignant qui, de maître tout puissant devient respectable guide dans une ambiance que chacun contribue à construire. Ainsi, alors que les enfants conquièrent la discipline en même temps que leur indépendance, l'enseignant, lui, abandonne sa posture de maître-sachant, de censeur et se déplace dans la classe selon les besoins des enfants.

Il doit être capable d'entrer dans un univers où il n'y a ni forts ni faibles, ni savants ni ignorants, mais des enfants d'âges différents avec des besoins conduits par des lois de développement individuelles - bien qu'universelles - et respectant des règles communes reconnues par tous. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il oublie sa responsabilité d'adulte « contenant » et responsable, gardien de la sécurité de l'enfant et guide dans son apprentissage.

Si le Dr Montessori a voulu libérer l'enfant, il semble être passé aujourd'hui « d'enfant oublié » à enfant-grand consommateur. Grand consommateur-roi dans une société qui continue d'oublier ce dont il a vraiment besoin et qui ignore encore ce qu'il pourrait devenir.

Noëlle Turpin



*« Que faut-il donc penser de cette éducation barbare qui sacrifie le présent à un avenir incertain, qui charge un enfant de chaînes de toutes espèces et commence à le rendre misérable, pour lui préparer au loin je ne sais quel prétendu bonheur dont il est à croire qu'il ne jouira jamais.*
*Pourquoi voulez-vous remplir d'amertume et de douleurs ces premiers ans si rapides qui ne reviendront pas plus pour eux qu'ils ne peuvent revenir pour nous. » (Jean-Jacques Rousseau / L'Emile)*

# IEF: instruction en famille

Attention, enfants non scolarisés. Ne pas inscrire son enfant à l'école, c'est possible ? Oui, et même de plus en plus fréquent. Dans chaque région ou département, des parents s'organisent pour échanger, se rencontrer, défendre leurs intérêts aussi. Certains d'entre eux ont choisi l'IEF à cause d'un échec scolaire, du mal-être d'un enfant à l'école, d'autres parce qu'ils voyagent très fréquemment. Certains suivent les cours du CNED, d'autres inventent leur méthode pour suivre le socle commun, d'autres enfin ne suivent aucun cursus particulier et se contentent de répondre aux questions et aux désirs, à la curiosité de leurs enfants.

Le film documentaire « être et devenir » a révélé à beaucoup de spectateurs et de parents les aspects méconnus de cette proposition éducative, de cette manière de vivre l'enfance devrait-on plutôt dire, qui vise à faire entièrement confiance à l'enfant pour apprendre ce qu'il veut quand il le veut.

Le droit français autorise cette pratique bien qu'elle soit bien plus répandue dans les pays anglo-saxons. L'école n'est pas obligatoire en France, seule l'instruction l'est. Les inspecteurs de l'éducation nationale sont chargés une fois par an de vérifier que l'enfant déclaré instruit en famille reçoit bien une éducation conforme à son droit, qu'il n'est pas en situation de maltraitance, qu'il évolue, qu'il acquiert des compétences. Bien sûr, pour les enfants libres d'apprendre à leur rythme, les acquisitions ne suivent pas le programme linéaire réclamé par l'éducation nationale. Dans une société qui se crispe et devant l'augmentation des enfants non scolarisés, le degré de compréhension des inspecteurs est déterminant pour accompagner les familles dans le dialogue et il arrive malheureusement de plus en plus fréquemment que ces contrôles virent à l'affrontement. La liberté d'instruction serait-elle de plus en plus menacée ?

Nous ne prétendons pas dans cet article évacuer tous les problèmes ou énumérer les avantages de l'IEF, pas plus que nous n'envisageons la possibilité en quelques lignes d'analyser et de trancher la vaste question de l'éducation.

Nous donnons un témoignage, nous permettons d'engager un dialogue, nous livrons un des aspects de la réflexion de Tatiana Lelimousin, maman de trois enfants pour qui ... ->

# Choisir l'IEF est une question de fond

Il n'y a pas si longtemps, la question de l'éducation était claire : il fallait développer les capacités cognitives chez l'enfant et ne pas rater le moment le plus favorable pour le faire, même si cela impliquait d'envoyer les enfants de force à l'école.
Il y avait même cette petite phrase extraite du best-seller de F. Dodson: «Tout se joue avant l'âge de six ans» qui a servi à dire à peu près tout et son contraire. On était convaincus que si on ne profitait pas de cette opportunité lorsque l'enfant était en bas âge, on courait le risque de la perdre à jamais.

Mais la science progresse. La neuroscience de l'émotion a finalement mis sans dessous-dessus notre idée préconçue du processus de l'apprentissage. Notre intelligence et notre capacité à apprendre dépendent et sont le résultat des émotions qui se trouvent dans le système limbique, appelé parfois cerveau émotionnel.
Un autre domaine de connaissances, la théorie de l'attachement, nous aide à comprendre comment créer les bonnes conditions pour que le cerveau émotionnel de l'enfant évolue, pour qu'il s'intéresse à de nouvelles choses, pour qu'une motivation intérieure de savoir davantage germe en lui.

Chaque être humain est une créature sociale, capable de vivre, de fonctionner et de se développer du moment qu'elle a une forte relation avec ses proches. Cette relation ne se limite pas au contact physique. Au fur et à mesure que l'être humain mûrit, elle se transforme en quelque chose de plus complexe.
Si, pour un adulte, il est important de sentir les bienfaits des relations avec son entourage proche et l'appartenance à une communauté, c'est d'autant plus vrai dans le cas des enfants, pour qui c'est vital.
Tous leur système s'emploie à atteindre l'objectif suivant : garder un attachement avec leurs parents. L'attention de l'enfant n'arrive pas à être attirée par autre chose, tant que le cerveau n'a pas obtenu une confirmation signifiant qu'il ne sert à rien de s'inquiéter, car la relation existe et est indestructible.

Cependant cette confirmation ne peut parvenir au cerveau de l'enfant que dans le cas où les parents prennent la responsabilité de la mettre en place et de l'entretenir. Les parents favorisent la focalisation de l'attention de l'enfant sur l'exploration du monde extérieur, l'éducation, lorsqu'ils épargnent à l'enfant le travail sur le maintien de l'attachement.
Nos efforts vont dans le même sens que notre attention. Or l'attention ne peut garder dans son champ deux objectifs simultanément. Elle fait le choix entre l'attachement et l' éducation. Rien ne dépend des enfants. Nous seulement, parents, pouvons leur procurer un sentiment qui leur est d'une importance vitale.

La priorité de la concentration se porte sur les besoins de l'attachement. L'attachement non seulement de l'enfant, mais aussi de l'adulte. Nous sommes capables de vivre et de nous développer, à condition de nous sentir important dans nos relations avec les autres.
Rappelez-vous, qu'en cas d'apparition d'un risque de la perte d'un proche, seulement un risque, nous n'arrivons plus à nous concentrer sur rien d'autre : « Mais où est-il -elle passé-e ? » pensez-vous tard dans la nuit lorsque votre compagne-on n'est pas encore rentré-e, alors qu'il-elle devait être déjà là depuis quelques heures et que tous vos appels tombent automatiquement sur sa messagerie. « Qu'a-t-il pu se passer ? Un accident, une crise cardiaque ? Pourvu qu'il-elle aille bien ! »

Impossible d'avaler quoi que ce soit, de dormir ou de lire un livre en attendant que le temps passe. Ce n'est vraiment pas le moment. Votre attachement se trouve menacé, c'est à dire la partie de votre existence à laquelle vous êtes reliée par d'invisibles fils vous assurant la vie. Et maintenant ça vous déchire en morceaux.
Vous voilà avec l'annuaire, en train d'appeler tous les hôpitaux pour savoir si votre compagnon-e ne s'y trouve pas.
Les mêmes terreurs et incertitudes habitent le cœur d'un enfant, si ses parents ne lui envoient pas des signaux non-verbaux pour lui communiquer qu'il n'a pas à s'en faire pour leur relation, qu'ils se chargent et sont responsables de tout.

L'éducation est un luxe pour le cerveau. Ce dernier ne peut s'y adonner qu'après avoir apaisé sa soif d'attachement.
A l'évidence, il est plus facile de créer ces conditions dans le cadre d'une instruction en famille. Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle nous avons opté pour l'instruction en famille sous la forme d'instruction informelle. Cette méthode d'éducation se base sur l'absence d'exigences académiques de la part des parents et vis-à-vis de l'enfant. Celui-ci dispose du temps nécessaire pour que s'éveille en lui l'envie d'acquérir telles ou telles connaissances.

Cette approche est tolérante du rythme du développement individuel de chaque enfant. Elle permet, avant de se plonger dans les livres et manuels scolaires, d'identifier d'abord les dons, les prédispositions et les centres d'intérêt de l'enfant. Par conséquence, ils pourront avoir, plus tard, un impact sur son choix professionnel et aider le jeune adulte à s'orienter.
Le jeu libre et spontané favorise ce qui vient d'être dit. C'est particulièrement au cours des jeux, que le cerveau de l'enfant se développe, le préparant aux futures « vraies » études.

Tant que les enfants sont petits, ils prennent plaisir à faire ce qu'ils aiment. Mais ils n'arrivent pas à se forcer à faire quelque chose qui ne leur plaît pas particulièrement. Le système scolaire traditionnel se base sur l'idée que les enfants doivent être forcés et les professeurs doivent utiliser différentes méthodes de stimulation, sinon les élèves ne voudront jamais rien apprendre.

Mais c'est une grave erreur, entraînant des conséquences désagréables. La contrainte et la manipulation provoquent une attitude négative vis-à-vis de l'éducation, contre volonté. Ce n'est pas sans se répercuter sur la mémoire de l'enfant, qui ne travaille pas de façon optimale. On ne retient très bien que ce qu'on a plaisir à apprendre, selon les envies, et avec enthousiasme.
Le cerveau de l'enfant n'est pas encore mature. Les zones qui sont responsables de la prise de décisions, de la maîtrise de soi et de l'exécution des tâches peu intéressantes, mais importantes, sont en train de se développer. Si l'enfant se trouve dans un environnement bienveillant, qui lui est favorable, cette zone du cerveau, appelée cortex pré-frontal, ne commence à fonctionner qu'à partir de l'âge de 5-7 ans. Chez certains, plus tard encore. Et si l'environnement n'est pas propice, le développement ralentit.

Regardez, comment la nature est bien faite ! En dehors du temps que l'enfant passe à manger et à dormir, il joue. Dans le jeu, il trouve les domaines qui lui plaisent, qui l'attirent et qui l'enthousiasment. Pendant ce temps, en restant auprès de sa famille qui en prend soin dans une atmosphère chaleureuse, son cerveau se développe. Et, lorsque l'enfant aura fait le choix de son activité pour quand il sera adulte, il est prêt à apprendre non seulement ce qu'il aime, mais aussi ce qui lui sera nécessaire pour son métier, même si ces matières sont loin d'être ses préférées.

Pourquoi est-ce impossible à l'école ?
Parce que le système actuel de l'éducation de masse ne laisse pas la place à une relation humaine entre l'élève et l'enseignant. Il ne respecte pas le rythme individuel de chacun. Il y a trop d'enfants dans un même endroit. Un enfant n'a ni le temps, ni l'espace pour s'isoler, ne rien faire et vivre sans contrainte.

Tatiana Lelimousin

# ÇA SE FÊTE !

C'est le record de France des départements français ! Chacun a pu se réjouir de cette réussite et les élus locaux et régionaux, acteurs majeurs de cette affaire ont tous souligné l'importance de la collaboration et le rôle informatif qu'a joué le collectif stoptafta40. Bref, un visiteur peu au fait de l'actualité aurait juré que les élus locaux et régionaux enterraient ici avec la population un projet de traité international refusé par un pays d'un seul élan démocratique.

Sylvie Bergeroo, représentant le Conseil Départemental, Philippe Dubourg au nom de l'association des maires ruraux, Stéphane Delpeyrat pour le Conseil Régional, Vincent Lagrola comme Président de la communauté de communes, et Eric Sarrès, maire de Montfort ont unanimement dénoncé le contenu et la portée politique de ces traités, ne faisant aucun distinguo entre TAFTA et CETA tant il est impensable d'accepter les atteintes intolérables faites à la souveraineté d'un pays et à la démocratie au nom du business international.

Lorsqu'on sait que Matthias Fekl, ministre chargé des négociations pour la France, élu régional du Lot et Garonne, a participé au vote quasi unanime du Conseil Régional d'Aquitaine pour se déclarer hors TAFTA, on se dit que l'affaire est entendue.

Et pourtant, le gouvernement a accepté le principe de la mise en application anticipée du CETA contre l'avis majoritaire de la population, des parlementaires et des militants du parti au pouvoir.

Y-aurait-il - déjà ! - un problème de démocratie en France ? C'est bien ce que, du bout des lèvres, chacun a bien dû reconnaître.

Pire, Frédéric Viale nous avait auparavant conté l'épisode ubuesque où, craignant le blocage de l'approbation de l'application du CETA au parlement européen, les socialistes ont fait démissionner les députés d'une commission pour les remplacer provisoirement par des collègues censés mieux voter...

Cela n'est-ce pas déjà le signe de la perte de démocratie initiée par ces traités avant même leur mise en œuvre ?

Nous l'avons dit, le gouvernement français ne suit pas l'avis de son peuple, ni des parlementaires, ni de la majorité des militants au sein de son propre parti.

Quel message passe donc la gauche française par ces divagations, ces postures électoralistes, ces incohérences, cette petite cuisine à quelques mois des présidentielles ? Qu'il n'existe aucun parti en France susceptible de faire barrage à la version terminale du libéralisme carnassier que représentent ces traités et dont ne veulent pas la majorité des Français ? Et pour qui donc le gouvernement socialiste conseille-t-il à cette majorité de voter ?

Aucun des gouvernements de l'union Européenne n'a jugé bon de faire obstacle à la mise en application anticipée du CETA, sauf momentanément une poignée d'irréductibles belges. Jules César avait raison ;de tous les peuples de la gaule, c'est bien les belges les plus braves. Il reste à continuer à batailler pour que ces traités ne soient pas signés par les parlements.

Asterix chez les Belges

Dommage, on s'était surpris une heure durant à écouter un orateur professeur de droit déblatérer sur des choses aussi lointaines et rébarbatives que des traités internationaux et démonter un à un les arguments foireux de ces traités comme on assiste à un one man show. Un vrai moment de bonheur.

Merci Frédéric.

Asterix chez les Belges

# 4 Thèses sur la réalité

Société ou économie, démocratie ou capitalisme, responsabilité ou hiérarchie, liberté ou répression, courage ou obéissance, réalité ou illusion … ?

Si, exceptionnellement, on part de la raison, qui dans la philosophie classique des Grecs tout au moins est la capacité perceptive de distinguer ce qui est vrai de ce qui est faux, on doit dire que « *la vérité est une caractéristique d'être, une qualité de la réalité* ». La vérité est donc ce qui est réel. C'est une valeur positive, car « *être est mieux que ne pas être* ».

Si on suit cette réflexion de Herbert Marcuse dans son chef-d'œuvre « L'Homme Unidimensionnel » (1964), il apparaît clairement, que « ne pas être », la fausseté, la supercherie, le mensonge, etc, représentent une menace potentielle pour « être », pour l'existence. Ainsi, il écrit: « *La lutte pour la vérité est une bataille contre la destruction et pour le sauvetage de l'existence* ».

Cette notion révèle pourtant une contradiction dans le fait que toute attaque, toute preuve de fausseté d'une réalité prétendue et jusqu'alors acceptée comme telle, constitue une destruction momentanée de l'imaginaire collectif. Elle illustre la bataille permanente pour la souveraineté d'interprétation dont dépendra notre perception de la réalité. Malheureusement ce choix n'est presque jamais laissé libre pour chacun de nous, même si la qualité de la perception de la vérité conditionne l'existence humaine.

Cela montre que nous ne pouvons agir conformément, respectueusement et en cohérence avec la vérité que si nous sommes capable de reconnaître la réalité. Ainsi, « *L'épistémologie est en elle-même l'éthique, et l'éthique est l'épistémologie.* »

On peut comprendre plus aisément cela si on dit inversement: Sans savoir ce qui est réel, une décision éthique, une action ou une pratique éthique est impossible. Le caractère explosif de cette déclaration vaut pour toutes les ambitions éthiques imaginables. Il convient donc de se demander si dans la situation générale actuelle difficile, confuse, influencée par une multitude d'intérêts contradictoires, une action ou un comportement éthique est encore seulement possible. Les énormes divergences de perception de la réalité actuelle sont proportionnelles aux multiples idées de l'éthique qu'implique la réalité supposée. Il est donc impossible de parler d'éthique, de pratique éthique, et donc d'actions ou de comportement pouvant se réclamer de l'éthique si on ne définit pas la réalité qui va avec.

La réalité est alors durement assiégée. Ce qu'on peut faire croire peut-il devenir réalité ? Le fait qu'il y ait des vaincus dans cette bataille pour la vérité, c'est à dire qu'une réalité prétendue n'ait finalement jamais existée, que les vérités qui en découlent se soient avérées fausses, prouve qu'il est possible que toute opinion ardemment défendue puisse en effet devenir « réalité ».
Les défenseurs historiques d'une vérité réclament pourtant d'en être les soi-disant propriétaires et donc les dépositaires d'une réalité proclamée. Ils réclament ainsi le pouvoir sur l'« Être » ou « ne pas Être », l'existence ou la non-existence, ni plus ni moins.

Aujourd'hui la guerre des mots autour de la vérité est devenue un hurlement propagandiste du plus bas niveau. La prétendue vérité doit se référer elle-même à une prétendue réalité préalable, remontant en arrière jusqu'à une conception souvent nébuleuse et mythique de l'histoire déterminée par des rétro-projections liées à des intérêt particuliers d'aujourd'hui, par l'idéologie pure, l'absurdité totale ou simplement par l'ignorance. La raison instrumentalisée propose une inflation des modèles d'explications et d'interprétations tendancieuses du passé, tant sans ces argumentations supposées logiques, aucune réalité ne peut être défendue, même pas une réalité imaginaire. Béla Hamvas, célèbre écrivain hongrois, le dit simplement ainsi: « *Que voit déjà l'homme qui ne voit pas clairement le passé ?* »

Préserver un calme distancié dans cette guerre qui écume dans les têtes, qui nous entoure sans cesse et de tous côtés pour nous guider ou nous influencer dans notre perception de la réalité, est non seulement difficile mais parfois très désagréable pour beaucoup de gens, si bien que certains s'en détournent, dégoûtés. Mais se détourner du combat pour la vérité nous en éloigne toujours plus et, imperceptiblement, fait qu'on est de plus en plus manipulés. Cela ne rend pas la réalité moins douloureuse, même si on la supporte difficilement. Il n'y a pas d'échappatoire, d'extérieur à la réalité, seulement une méconnaissance qui empêche de fait toute action éthique.

## 1. La politique

Périclès (495 – 429 av. J.C.) était un homme d'État athénien d'importance historique, si on en croit les sources. Thukidydes, historien de l'époque a écrit « Par son nom, Athènes est une démocratie, mais en réalité elle est sous la domination de son premier homme ! Le peuple et l'homme d'État, cependant, sont en harmonie complète »

Périclès est passé à la postérité politique par une série d'énoncés clairs relatifs à la démocratie de la cité grecque.

La plus connue de ses citations « Il n'est point de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage. » peut se traduire plus directement ainsi: « Heureux sont les (hommes) libres (et) libres sont les (hommes) courageux. » Dans la même direction, il savait que: « Si on veut obtenir quelque chose que l'on n'a jamais eu, il faut tenter quelque chose que l'on n'a jamais fait. »

Conformément à la réalité démocratique de son époque, Périclès était un défenseur des responsabilités politiques des individus. Il a dit: « Celui qui ne prend pas part aux choses de la cité n'est pas un silencieux, mais un mauvais citoyen. »

L'Histoire a reconnu à Périclès des compétences rhétoriques exceptionnelles, mais a aussi mis à sa charge le déclin démocratique d'Athènes dans la guerre du Péloponnèse.

L'homme avait de l'expérience politique, savait percevoir la réalité, son potentiel stratégique et ses perspectives d'échec également.

Sa vérité la plus remarquable est cette citation:

## 2. L'économie

Beaucoup de gens pensent que l'émergence de « l'économie de libre marché » vers la fin du 18ème siècle garantit la liberté de l'individu et que dans le même souffle, le « libre marché » se porte garant de la démocratie. Une approche historique permet de constater que l'une comme l'autre de ces affirmations sont intenables. Personne ou presque ne peut plus imaginer que l'économie de marché a tout simplement renversé les conditions d'existence et les relations de notre société. Comme Karl Polanyi l'a bien expliqué, l'économie de marché n'est pas un gage de liberté pour tous mais une structure de dominance qui surpasse en subtilité beaucoup la précédente.
En période de crise, il devient frappant de constater que c'est ce type d'économie qui détermine la société d'une manière totalitaire et non comme on le croit, la société qui gère ses affaires de manière indépendante.

La fausseté de la réalité économique a été remarquée relativement tard par les citoyens des États industrialisés. Aujourd'hui encore l'aspect catastrophique de cette forme d'économie est volontairement dissimulé. Au besoin, les intérêts commerciaux, tout aussi faux, sont défendus par la force. Mais généralement il suffit d'un pur credo, profitant d'une méconnaissance profonde, pour garantir les conditions idéologiques de la domination économique et donc de l'économie destructive.

Le système monétaire privatisé joue un rôle prépondérant dans ce contexte (Voir l'article « Monopoly » dans Landemains N°2) et bétonne ainsi les conditions de domination par le régime de la propriété. En théorie, selon le mythe du capitalisme, chacun pourrait parvenir à la prospérité et à la richesse, donc à la liberté et au bonheur. Pratiquement, c'est arrangé pour qu'une élite de propriétaires et de dominants soit protégée des attaques, notamment à l'aide des pouvoirs publics.

Expliquer le véritable levier de la domination est donc très simple:

## 3. La guerre

Depuis longtemps et aujourd'hui encore, la guerre est un modèle commercial comme un autre. L'apogée du mensonge, de la déformation de la réalité, est atteint lorsqu'on justifie une guerre par des raisons éthiques. Le plus souvent il s'agit simplement de guerres d'extensions de marché, des expéditions de pillage de ressources. La guerre est exactement le contraire de la responsabilité politique. Malheureusement, ce n'est pas la coutume de raisonner ainsi.

Même si les bellicistes et leurs médias nous expliquent mille fois que la situation est trop complexe, il faut cesser de se faire plus stupide que nous sommes. Au lieu de tout gober, on peut partir du constat qu'une situation est toujours fondée sur quatre aspects, respectivement quatre vérités abstraites:

Il y a les choses pour lesquelles nous savons que nous les savons,
les choses pour lesquelles nous savons que nous ne les savons pas,
les choses pour lesquelles nous ne savons pas que nous ne les savons pas.

Jusque là c'est facile mais l'aspect le plus important au sujet de la vérité et de la réalité est qu'il y a aussi les choses pour lesquelles on prétend que nous ne savons pas que nous les savons. A cause de cette fausse ignorance, malheureusement, l'existence des guerres est assurée. Bref, il faut arrêter les bêtises. Les enfants méritent des réponses concrètes aux questions concrètes :

## 4. L'humanité

Charles Chaplin était de ceux qui ont remarqué au cours de leur vie que le système répressif guette partout. Il a immortalisé cette vérité dans beaucoup de ses ouvrages et l'a appris de sa propre expérience. Le contresens et l'absurdité du soi-disant progrès ou la transfiguration totalitaire de la violence par la propagande sont seulement les sujets les plus connus dont il se moquait. Il disait de la moquerie:
« Tout le comique élémentaire est fondé sur le fait qu'une personne doit agir dans une situation ridicule et embarrassante. »

Il c'était un homme courageux qui a risqué sa notoriété au nom de la vérité et de la réalité. Il savait que par l'activisme sans imagination nous transformons le paradis en enfer. Il a dit :

Société ou économie, démocratie ou capitalisme, responsabilité ou hiérarchie, liberté ou répression, courage ou obéissance, réalité ou illusion … On a la choix, non ?

# Un revenu de base, oui, mais lequel ?

C'est la question qui s'impose devant l'engouement que cette idée connaît de façon presque exponentielle depuis quelques années, et surtout ces derniers mois ou ces dernières semaines, campagne pour la présidentielle aidant.

L'idée, très résumée, est d'attribuer à tous et sans condition un revenu permanent et substantiel : chacun toucherait la même somme, sans avoir à en justifier, au seul titre de sa qualité de citoyen, cumulable avec un travail rémunéré ou d'autres ressources.

Ces caractéristiques ne suffisent cependant pas à dessiner les différents contours possibles d'un tel projet, à l'articuler en une proposition spécifique et concrète. Il faut préciser davantage les choses, faute de quoi, rattrapée par toutes sortes de projections politiques ou d'instrumentalisations, l'idée, déjà assez proliférante, pourrait finalement devenir victime de son succès.

La première précision pourrait porter sur les qualificatifs : universel, garanti, de base, inconditionnel, citoyen, d'existence...
Derrière ces termes, souvent entendus comme synonymes, des contenus cependant assez distincts doivent être repérés.

Le Mouvement français pour un revenu de base (MFRB), par exemple, agglomère sous la dénomination de revenu de base des justifications et des versions très diverses, parfois opposées, tout en s'interdisant, au nom du transpartisanisme, de souligner ces distinctions - ce que la récente reconnaissance de « courants » en son sein tente cependant de faire maintenant.

Au-delà des mots, les finalités d'une telle mesure sociale, ses perspectives politiques sont déterminantes.

On n'est pas, en effet, dans le même registre selon qu'il s'agit plus ou moins de débarrasser l'État de son système de protection sociale, et d'accroître la flexibilité du travail par la suppression du salaire minimum au profit d'un maigre dividende social généralisé, ou selon qu'il s'agit de distribuer une ressource à tous et à vie, une allocation forfaitaire et individuelle élevée, afin de découpler travail et productivité, permettant de se soustraire durablement à l'obligation de l'emploi.

On n'est pas non plus dans les mêmes présupposés selon qu'il s'agit de réformer la fiscalité dans une optique plus redistributive en garantissant un revenu de subsistance aux moins aisés, ou selon qu'il s'agit simplement de rationaliser un système de prestations sociales excessivement nombreuses.

Mais toutes les réflexions, toutes les critiques méritent d'être entendues positivement tant la question d'un revenu de base interfère avec maints sujets fondamentaux comme le travail (donc l'emploi, le chômage…), l'argent (le pouvoir d'achat), l'individu et la famille (par l'effet des quotients familiaux), l'État (l'administration publique, sa bureaucratie), la protection sociale (son vaste système), les politiques fiscales (voire monétaires), et par contrecoup l'économie, la citoyenneté, le droit, la gouvernance, etc.

Par ces différents et nombreux impacts, une telle proposition peut donc constituer le gène de changements sociaux nécessaires.

Mais pour cela, un certain nombre de grands objectifs ou principes doivent être retenus.

Voici une définition susceptible de défendre ces principes et dont il s'agira de vérifier la pertinence:

***Le revenu de base est une dotation monétaire versée à tous les citoyens majeurs d'une communauté politique donnée (la France, par exemple), sans aucune condition d'aucune sorte ni contrepartie, donc cumulable avec toute autre activité lucrative éventuelle, imposable, créditée de façon individuelle, permanente, inaliénable, forfaitaire et mensuelle, et d'un montant, lors de sa mise en œuvre, au moins égal au plus haut des minima sociaux actuellement en vigueur (soit 800 euros), pouvant éventuellement atteindre 1000 euros au cours des années suivantes, en fonction notamment de nouveaux choix budgétaires.***

## Les grands axes fondateurs de la proposition

- Ajouter un nouveau pilier à la protection sociale en instaurant un authentique droit au revenu primaire. Offrir une garantie de revenus d'un montant significatif, c'est permettre tout à la fois :
  - d'éradiquer la grande pauvreté, dès lors que le montant de ce revenu est à peu équivalent au seuil de pauvreté (dont la définition, purement statistique, peut varier) et se substitue avantageusement au plus haut des minima sociaux actuels ;
  - de limiter l'extension de la précarité et réduire les disparités les plus criantes ;
  - d'affirmer l'utilité sociale des activités non rémunérées : travail domestique, engagement humanitaire, entraide, solidarité associative, etc.
- Réaffirmer un principe et un symbole d'égalité.
  Le revenu de base pour tous, et identique pour tous, doit être affirmé comme un droit à caractère universel, comme le sont l'instruction publique ou le droit de vote.
  Parce que c'est un symbole de l'imaginaire démocratique et républicain. Et parce que limiter le versement de ce revenu seulement à ceux dont on considère qu'ils en ont besoin revient forcément à créer deux catégories de citoyens, et à devoir contrôler constamment les ressources des bénéficiaires pour vérifier s'ils sont "assez pauvres" pour mériter une telle prestation financière - ce qui ramène à la situation actuelle de distribution des aides sociales qu'il s'agit précisément de surmonter.
- Dépasser une logique d'assistance.
  Et se défaire d'un système très bureaucratique intrusif et stigmatisant, une architecture peu efficiente faite d'aides sociales, de minima sociaux et de prestations très nombreuses et éclatées entre différents organismes. En outre, la suppression de ces multiples mécanismes dits de solidarité au profit d'une seule allocation permettrait de dégager des ressources budgétaires conséquentes, et de faire de substantielles économies de gestion. Il n'est pas question de supprimer les autres niveaux de la protection sociale, en particulier les prestations contributives relevant d'un régime assurantiel (c'est-à-dire quand des cotisations prélevées préalablement ouvrent droit à des revenus de remplacement) ou les prestations à caractère universel telles que pensions de retraite, allocations chômage, indemnités ou couverture maladie.
- Libérer le travail du carcan de l'emploi.
  Il s'agit de dépasser la centralité du travail dans l'organisation sociale, d'en finir avec l'emploi comme monopole sur l'activité et comme facteur exclusif d'intégration et de reconnaissance sociales. Un tel revenu garanti doit donner à chacun la possibilité de se passer d'emploi, plus ou moins durablement, selon ses choix de vie, de ne plus subir une sorte de chantage à l'emploi dans son existence et ainsi de permettre une forme d'autoréduction du temps de travail considéré sur toute la durée de la vie.
  Là est une réponse concrète à la crise de l'emploi, permettant de substituer une logique de mobilité choisie à la logique de précarité subie actuelle, de rétablir une logique d'inclusion et d'égalité, qui ne fasse plus de l'emploi l'alpha et l'oméga de l'existence, mais fasse du

travail une activité non contrainte susceptible de libérer les énergies créatrices de chacun , notamment pour l'entrepreneuriat à risque.

- Favoriser le partage du travail et diminuer le chômage.

La baisse prévisible des postulants aux offres d'emploi tendra à ouvrir bien davantage de possibilités d'emploi aux chômeurs, d'une part, et à modifier les termes de la négociation salariale, d'autre part. Cela modifiera sensiblement le profil des offres d'emploi et aura une influence positive sur les conditions de travail.

Autant d'avantages qui ne font d'un revenu de base ni la seule mesure nécessaire à un équilibre socio-économique plus harmonieux, ni la solution suffisant à régler toutes les injustices et aberrations sociales, mais qui peuvent en faire une « réforme révolutionnaire », une utopie réaliste dans la lignée de ce que fut l'instauration de la Sécurité sociale en 1945.

Cette généralisation de la couverture sociale dans l'immédiat après-guerre s'était d'ailleurs accompagnée de l'invention d'un système de financement, des cotisations sociales assises sur l'activité salariée. Garantir un revenu de base généralisé suppose également des ressources. Ce n'est certes pas un débat secondaire, mais il doit cependant être entendu comme une question seconde au regard du principe, qui demeure premier.

Quand on crée un droit, on le dote des moyens nécessaires à son effectivité. Il n'y a pas de prétexte à refuser d'élargir l'émancipation sociale au nom de l'économie - c'est le sens même de la politique et son rôle fondamental.

Sur ces moyens de la mise en œuvre d'un revenu universel, il faudra bien sûr revenir.

Jean-François Hamon

# Et si on transférait la création de la monnaie des banques à la population?

Dans le numéro 2 de Landemains un article nous a expliqué que la monnaie était créée à partir de rien par les banques privées. Ce concept est difficile à comprendre peut-être parce que la ficelle est trop grosse! Déléguer aux banquiers privés la création de la monnaie, si essentielle au fonctionnement de notre société, déléguer la création monétaire à cette industrie qui a encore prouvé en 2008 qu'elle ne savait pas gérer ses affaires, c'est un peu comme donner la clef de la banque du sang à un vampire : il ne faut pas s'étonner si de temps en temps les flacons sont vides lorsqu'on en a besoin !

Ce monopole de la création monétaire commence à faire l'objet d'un timide questionnement. Au même moment, l'idée d'un revenu universel commence à faire l'objet de plus en plus de discussions. L'objection majeure de l'élite au pouvoir contre ce revenu universel est essentiellement d'ordre financier: le revenu universel coûterait trop cher nous dit-on. Par exemple 800 euros par adulte et par mois en France c'est environ 362 milliards d'euros par an. Impossible à financer ?

A regarder les chiffres de plus près, on se rend compte que non. Quelques 76 milliards d'euros de coût du chômage par ci, quelques 60 milliards d'évasion fiscale par là, quelques refontes du système d'imposition par ci qui permettraient de récupérer par l'impôt direct une grande partie de ce revenu universel chez les personnes ayant un revenu déjà élevé, quelques récupérations indirectes par la TVA par là au bénéfice d'une relance de la consommation, quelques économies substantielles de masse salariale de l'État par la simplification bureaucratique de ce genre de mesure, et on est pratiquement au bout du compte.

Le transfert de la création monétaire des banques privées à l'État par le biais du revenu universel offrirait également de nombreuses possibilités et un potentiel énorme d'économies pour le secteur public. La première conséquence serait de n'avoir plus d'intérêts à payer sur la dette à venir. Aujourd'hui, avec des taux d'intérêts très bas, la charge de la dette coûte autour de 45 milliards d'euros par an au budget de l'État français qui pourraient facilement se transformer en 100 ou 200 en cas d'augmentation des taux d'intérêts ! On peut même imaginer une annulation pure et simple de la dette pour bénéficier tout de suite de cette disparition des intérêts à payer comme cela a été discuté en Grèce et dans d'autres pays. Il y a probablement bien d'autres effets comptables induits par une telle mesure.

Les chiffres énoncés sont bien sûr indicatifs, mais ils confirment qu'il suffirait de le décider pour mettre en place ce revenu universel. Malheureusement, comme nous ne le savons que trop bien, l'élite est au pouvoir pour se servir, pas pour servir l'immense majorité ! Elle a le groin enfoncé tellement profond dans l'auge que la seule chose que l'on voit dépasser c'est sa petite queue en tire-bouchon !

# LINKY

La pose des compteurs dans les landes c'est pour 2017, qu'on se le dise. Parlez-en à vos élus, nous sommes tous concernés. Renseignez-vous et rejoignez le collectif. La résistance s'organise !!!

Cette fois encore
la neige s'arrêtera avant nous

- Augmentation de nos factures d'électricité
- Intrusion dans notre vie privée
- Incidence forte sur notre santé et celle de nos enfants
- Gâchis environnemental, sociétal, économique

Refusons collectivement les compteurs communicants : 250 communes « hors compteurs communicants » et de nombreux collectifs d'usagers :
http://refus.linky.gazpar.free.fr

Interpellons nos élus, les autorités administratives
Interpellons les distributeurs d'énergie

Rejoignez le Collectif :
« Alerte Compteurs Communicants 40 »
mailto : acclandes@gmail.com

# www.KIBAM.fr

## On y va ou on n'y va pas ?

Les associations actives du territoire, celles qui militent chacunes à leur niveau pour opérer la transition, qui œuvrent pour construire une société différente pour demain se sont regroupées pour ouvrir un agenda commun. Dans un premier temps, il s'agit donc de mettre à la disposition du public un calendrier des événements militants du territoire. En les écrivant, on se rend compte qu'il n'existe pas de mots pour définir les contours éthiques, politiques, sociaux ou humains de ces événements, de ces propositions, de ces revendications, de ces entreprises. Par principe donc, cet agenda est ouvert à toutes et tous, associations, collectifs, groupes humains - dans toutes leurs diversités et quel que soit leur champ d'action, culturel, environnemental, agricole, social, etc... - qui pensent et désirent s'associer à la construction d'un autre monde, d'une autre pensée, d'un autre vivre ensemble sur notre territoire.

Le monde de demain est par principe à construire et à découvrir et il est bien difficile de la qualifier. Plutôt que de dessiner un profil du bon candidat au KIBAM, peut-être vaut-il mieux préciser que les promoteurs et soutiens du capitalisme, de la grande distribution, de l'agriculture intensive, du bétonnage, de la destruction de l'environnement, du tourisme de masse, de la croissance verte, rouge ou bleue, ne se trouveront pas à leur aise en son sein.

La seule précaution formelle a donc été de ne pas accepter de faire figurer dans le KIBAM les événements liées aux groupes et partis politiques traditionnels. Un signe que le changement, le vrai, viendra de la société civile, des citoyens, des peuples ?

Citoyens, KIBAM est fait pour vous, faites-le découvrir à vos amis, rendez-le utile.

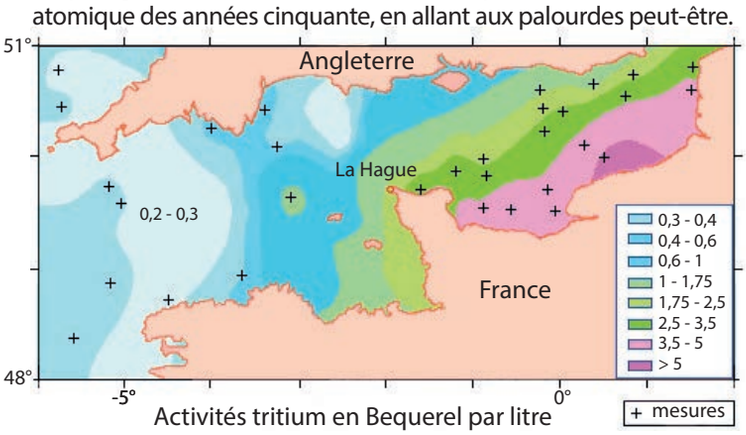
Associations, collectifs, rejoignez nous par simple demande editeur@kibam.fr

# LE PROGRÈS IL FAUT Y CROIRE POUR LE VOIR

Pub originale d'EDF

C'était une technique commune à la campagne: faire un grand trou et y enfouir tous les déchets non brûlables. Plus propre finalement que le jet de machines à laver du bord des ravins ou dans les rivières. Loin des yeux, loin du cœur. Politique de l'autruche. Le largage en mer fut jusque dans les années 90 la méthode employée par les pays européens pour se débarrasser de leurs déchets nucléaires. Des fûts par centaines attendent leur libération dans la manche notamment et au fond du gouf, dans le golfe de Gascogne, par plusieurs centaines de mètres de fond.

Une carte de l'activité en tritium de l'eau de mer témoigne de cet état de fait, aussi dingue que cela puisse paraître. Récemment, un plongeur canadien a même retrouvé par hasard une bombe atomique des années cinquante, en allant aux palourdes peut-être.




Activités tritium en Bequerel par litre

Plus près de nous, la commune de Bure, dans la Meuse, abrite le site retenu pour enfouir des déchets fortement radioactifs. Sur place, la résistance s'organise: occupation de la forêt, semis de blés, destruction du mur d'enceinte du projet... Depuis la fin de l'été à Bure, le bois de Mons-en-Barœul est temporairement libéré de l'Andra (l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs). Les pans du mur abattu gisent à terre, les gendarmes se sont retirés et des cabanes se reconstruisent dans les arbres.

Les croque-morts du nucléaire ont subi une défaite mémorable. Mais l'empire de l'Andra ne s'arrête pas à la lisière de la forêt. En dix ans, l'agence s'est accaparée plus de 3000 hectares de terrains et s'achète une jolie petite conscience dans un partenariat avec le site archéologique gaulois et gallo-romain de Nasium, non loin de là.

« *Un territoire rural préservé: Le paysage au II°s. de notre ère était sans doute très proche de ce que nous pouvons découvrir aujourd'hui. Sous les labours s'étendent les 120 ha de la ville de Nasium et les 60 ha du site fortifié gaulois.* » Nous dit l'Andra, comme dans un conte de fées.
Sous les labours, reposeront maintenant 60 ans de déchets radioactifs. De quoi réserver d'agréables surprises aux futurs archéologues. Question de style et de culture.

Asterix: Le cadeau de César

Plus près de nous donc, parce ce que les radiations ont une perception du temps et une conception du « local » bien différentes des nôtres et qu'il sera bien difficile de les convaincre d'en changer, nous créons les conditions des catastrophes à venir. Produire des déchets impossibles à traiter et susceptibles de polluer la planète entière jusqu'à y hypothéquer la vie serait bien le signe évident de la folie dans laquelle nous sommes engagés... Si nous consentions de voir cette réalité en face au lieu de croire à l'illusion du progrès.

« *Le progrès faut le croire pour le voir* » est en fait le renversement exact de ce que prétend être la science. Souvenons-nous de Galilée qui avait affaire à un tribunal qui se refusait de regarder dans la lunette. Eh oui pour croire en la science galiléenne, il fallait voir. Et Brecht, dans La Vie de Galilée, de rajouter une couche « *Ecarquiller n'est pas voir !* ». Devant le constat évident de ses limites, la seule attitude qu'ont trouvé les promoteurs du progrès est d'y croire, comme à une profession de foi. Y croire, lorsque le doute s'installe, que la réalité remet en question les certitudes, c'est tout ce qu'il reste. Pourtant ce que voient aujourd'hui ceux qui ont décidé de regarder dans la lunette, de ne pas se boucher les yeux, a quelque chose d'hallllluucinant !

**La connerie, faut la voir pour la croire !**

Elle s'étale sous nos yeux.

# La Fin des haricots

Nous nous apprêtions a faire un dossier surf à tout péter, surf business contre surf éthique lorsque nous apprîmes la triste nouvelle par le biais du magazine ***Cosmic Tubes*** : « **SURF IS DEAD** ». Nos condoléances les plus sincères à la famille et aux proches du défunt, parti si jeune en pleine force de l'âge. Voici un extrait du magazine :

## *Les surfeurs pensent-ils comme Donald Trump ?*

**Commençons par être critique et négatif**. La pensée de Donald Trump si elle est des plus simplistes, elle a le mérite d'être claire : « ***Prendre, prendre, prendre. C'est ce que j'ai fait toute ma vie.*** ». C'est d'ailleurs ce simplisme qui lui vaut le succès qu'on lui connaît. La couleur est annoncée : « ***Je veux, je prends. Je vois, c'est pour moi.*** ». Et au diable les dommages collatéraux qui gâcheraient le plaisir. Monsieur Trump est vorace et il a bien l'intention de tout bouffer au mépris d'autrui, en n'ayant que faire de la disparition de la biodiversité, de la prolifération de la pollution, et de la mise en danger du futur.

Avouons-le, on a tous en nous quelque chose de Donald Trump. Et face aux vagues, l'attitude des surfeurs n'est franchement pas différente. Prendre, prendre, prendre. Avec la même gloutonnerie insatiable. Avec le même désir d'encercler son spot avec un mur. Go home ! on t'a dit !

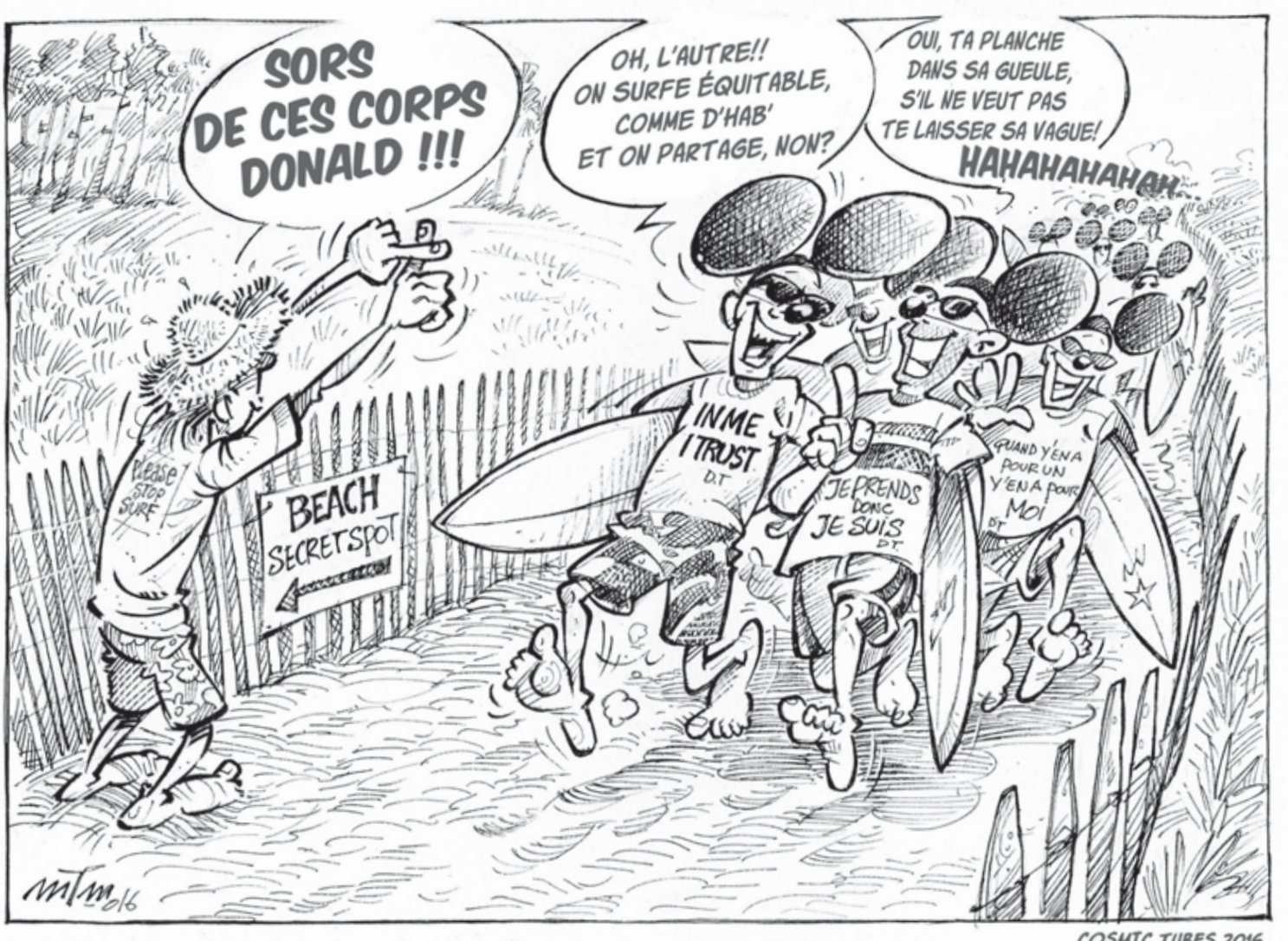
**Terminons en étant positif et constructif**. Je ne vois pas comment quiconque pourrait convaincre Monsieur Trump de modifier son comportement (et donc sa catastrophique empreinte carbone) ou ses fils de ne plus aller en Afrique chasser les grands fauves inscrits au registre des espèces menacées. Non, il faut trouver un moyen de compenser leur inconscience crasse. Comme les surfeurs sont proches de la nature et qu'ils la respectent, il faudrait qu'un million d'entre eux cessent de surfer sur le champ. Ce geste, par les économies de kérosène et de gasoil faites à ne plus sillonner la planète dans tous les sens, serait le premier pas d'un mouvement politique de non-violence en faveur de la Terre. Ce serait d'une portée symbolique désarmante. Oui, le changement c'est maintenant. Allez ! un petit effort. La planète vous dira merci.

Irving Matéo
#jarretedesurferpourneplusagircommedonald

---

Faut-il entrevoir dans ces propos une lueur d'espoir? Le surf est-il vraiment mort, ou tel le phénix, peut-il un jour renaître de ses cendres ?
Pachamama est en colère et déchaîne ses foudres contre les surfeurs. Des sacrifices s'imposent.

...plus d'infos sur la page facebook de **Cosmic TUBES** qui donnera à tous une idée de l'immense peine qui étreint le monde du surf. :-))



Bonjour.

Si on parlait de capitalisme ? Ça vous intéresse ? Non ? Trop compliqué ? De toute manière, ça change rien, c'est comme ça et vous le savez. Les occidentaux ne croient plus en rien sauf que le capitalisme est le seul et le meilleur système pour tout le monde. Le capitalisme, c'est la nouvelle religion, mais on pourrait tout aussi bien se remettre à croire aux cloches de Pâques. C'est ça la beauté d'une religion : rien à débattre, rien à comprendre, juste croire. Et honorer les dieux de la croissance et de la productivité. Sans croissance rien ne va plus, alors prions la croissance éééééternelle... Pendant que le Dieu de la productivité permet qu'en de moins en moins de temps, de moins en moins de gens produisent de plus en plus… toujours plus haut, plus vite, plus loin. La loi de la nature ? Mais la nature n'est pas productiviste. Elle est prodigue. Un lion par exemple : il chasse une antilope. Ensuite il la mange jusqu'à ce qu'il soit rassasié et alors il dit : « Boahhh, c'était délicieux. » Puis il se couche au soleil en attend d'avoir à nouveau faim. Mais le lion ne va pas se mettre à calculer : « Maintenant, j'ai mis 15 minutes pour attraper l'antilope. Si je me dépêche, je peux en attraper 4 de plus aujourd'hui. Et alors demain, je peux prendre un jour de congé. » Le lion n'est pas stupide. Il n'a pas étudié les sciences économiques, la gestion d'entreprise, l'administration des affaires. Il sait pertinemment qu'il ne va pas être en congé demain s'il attrape 5 antilopes aujourd'hui. Non, il devra construire un réfrigérateur pendant son jour de congé pour garantir la fraîcheur des antilopes. Et son prochain jour libre, il ne pourra pas prendre congé non plus parce qu'il doit s'occuper du jus pour le frigo. Et ensuite il devra construire la maison autour du frigo, et la surveiller. Et à la fin, le lion ne va plus jamais trouver le temps de se coucher calmement dans le soleil et dire : « Boahhh, c'était délicieux … je suis très bien. » Celui qui a déjà tout ne peut que se persuader qu'il doit chasser plus d'antilopes chaque année pour que chaque année il puisse se payer le dernier modèle de réfrigérateur. Parce que c'est ça qui nous rend heureux : plus. Plus aujourd'hui qu'hier. Demain plus qu'aujourd'hui. Le capitalisme c'est : acheter des choses dont on n'a pas besoin avec l'argent qu'on n'a pas pour impressionner les gens qu'on n'apprécie pas.

Soutenez nouTous, rejoins nouTous

Je fais un don
Je m'abonne à la newsletter
Je distribue Landemains
Je parle de nouTous
Je suis disponible pour les actions
Je participe aux réunions publiques

www.nouTous.fr
contact@nouTous.fr


## Édition et Rédaction

Association nouTous, 10 avenue de l'Océan, 40660 Messanges
Mail: contact@nouTous.fr - Tel : 06 99 51 79 07
Dessins : Yann Renauld
Impression : iGrafy, 228, rue des Artisans, 40230 Josse - 487918740
Landemains est téléchargeable sur www.noutous.fr - ISSN : 2492-5837

**Contributions :**
Julien Milanesi économiste, maître de conférence à l'université de Toulouse
Tatiana Lelimousin
Noëlle Turpin, EJE Montessori de première formation (1968) diplômée des Sciences de l'Education (DESS) et coach Montessori
Jean-François Hamon, membre du Mouvement Français pour un Revenu de Base

**Inspirations et citations :**
Asterix chez les Belges: page 9 et page 30, Asterix: Le cadeau de César: page 26 ,
Piem, Goutal, Périclès, Charles Chaplin, Herbert Marcuse, Michel Onfray, JJ Rousseau
Emmanuel Camougrand, agriculteur à Bellocq,
Régis Hargues, directeur FDC40,
Irving Matéo, Cosmic Tubes



**La reproduction de tout ou partie de ces articles est fortement conseillée.**
**Ne jetez pas « Landemains » sur la voie publique, passez-le à votre voisin.**

Autres numéros du Landemains sur: www.nouTous.fr

**Si vous-même souhaitez diffuser le journal ou si vous avez une idée de lieu de dépôt, merci de nous le faire savoir.**

## La liste des dépositaires

Librairie Caractères, Mont-de-Marsan
Librairie Campus, Dax
Sur un livre perché, Saubion
Librairie Elisa&co, St Vincent de Tyrosse
Tabac presse, Messanges
Noolie's Pizzas, Messanges
Tabac du bourg, Vieux Boucau
Magasin Biotinel, St Paul lès Dax
Ecolieu Jeanot, Rions-des-Landes
Le Chapeau Rouge, Montfort-en-Chalosse
"Lo casau" 532 rte de Montjean, Soustons
Le Bric à Brac, Lesperon
Véganéthic, Capbreton
Biodiet – La Pause Bio, Capbreton
Magazin zinzin, Saubrigues
La gare de l'art, St Paul-en-Born
Cinéma de Contis
Boucherie Moulian, St Martin de Seignanx
Epicerie Le Tilleul, Biarrotte
Jardins de Castelnau, St Jean de Marsacq
Bio Léon
Tout Naturellement, Léon
Biocoop, St Vincent de Tyrosse
Tabac presse « chez Mailitia », Tarnos
Maison de la Presse, Sabres
Cinéma et Maison des Assos, Sabres
Maison de la presse, Labouheyre
Terre à Delices, Saubion
Cap Yoga, Capbreton
Patrick Pizza, Tosse

WWW.NOUTOUS.FR